CHOISIR SON MASTER

À LA FACULTÉ DE DROIT DE GRENOBLE

FORMATIONS EN PRÉSENTIEL, À GRENOBLE

FACULTÉ DE DROIT
Université Grenoble Alpes

SOMMAIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES :

LA CARTE DE FORMATION ..... p. 4
LES MODALITÉS DE FORMATION ..... p. 4
LES CONDITIONS D'ACCÈS EN MASTER ..... p. 5
LES ÉTUDES À L'INTERNATIONAL ..... p. 6
LA DOUBLE DIPLOMATION AVEC GEM ..... p. 7
LES PRÉPARATIONS AUX CONCOURS & EXAMENS ..... p. 7
LA POURSUITE D'ÉTUDES EN DOCTORAT ..... p. 7

MENTION DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES :

MASTER DIRECTION ET CONSEIL DE L'ACTION PUBLIQUE ..... p. 10
MASTER GOUVERNANCE TERRITORIALE ..... p. 12

MENTION DROIT PUBLIC DES AFFAIRES :

MASTER DROIT PUBLIC DES AFFAIRES ..... p. 16
MASTER DROIT PUBLIC DES AFFAIRES / MANAGEMENT PUBLIC ..... p. 18

MENTION DROIT EUROPÉEN :

MASTER CARRIÈRES JURIDIQUES EUROPÉENNES ..... p. 22

MENTION DROIT INTERNATIONAL :

MASTER CARRIÈRES JURIDIQUES ET NUMÉRIQUES INTERNATIONALES ..... p. 26
MASTER SÉCURITÉ INTERNATIONALE, CYBERSÉCURITÉ ET DÉFENSE ..... p. 28

MENTION DROIT DES LIBERTÉS :

MASTER DROITS ET HISTOIRE DES DROITS DE L'HOMME ..... p. 32

MENTION DROIT PÉNAL ET SCIENCES CRIMINELLES :

MASTER DROIT PÉNAL ET SCIENCES CRIMINELLES ..... p. 36

MENTION DROIT PRIVÉ :

MASTER DROIT DES PERSONNES ET DE LA FAMILLE ..... p. 40
MASTER DROIT DES CONTRATS ET DU PATRIMOINE ..... p. 42

MENTION JUSTICE, PROCÈS, PROCÉDURES :

MASTER JUSTICE, PROCÈS, PROCÉDURES ..... p. 46

MENTION DROIT NOTARIAL :

MASTER DROIT NOTARIAL ..... p. 50

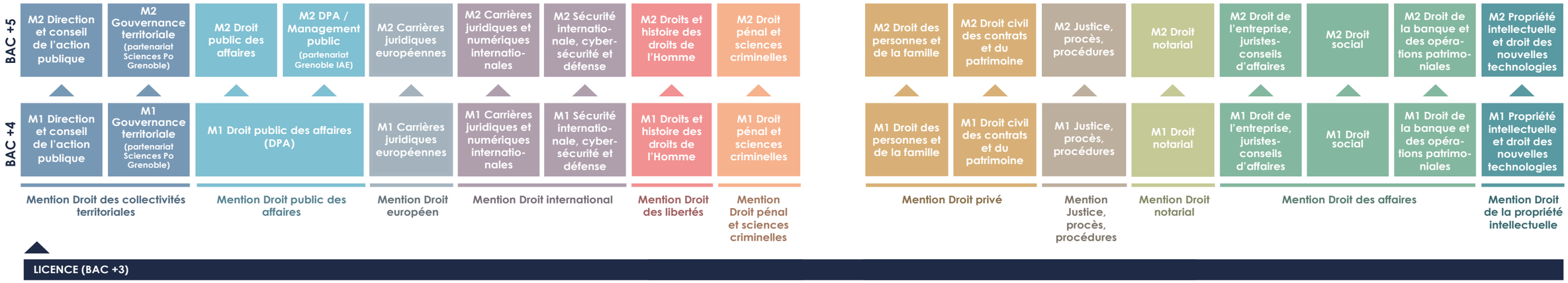
MENTION DROIT DES AFFAIRES :

MASTER DROIT DE L'ENTREPRISE, JURISTES-CONSEILS D'AFFAIRES ..... p. 54
MASTER DROIT SOCIAL ..... p. 56
MASTER DROIT DE LA BANQUE ET DES OPÉRATIONS PATRIMONIALES ..... p. 58

MENTION DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE :

MASTER DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES ..... p. 62

LA CARTE DE FORMATION



LES MODALITÉS DE FORMATION

NOS FORMATIONS EN PRÉSENTIEL

Formation initiale

Toutes nos formations de niveau master sont proposées en formation initiale. Tous les programmes de formation sont présentés dans cette plaquette.

Formation continue

L'ensemble de nos masters peuvent également être suivis en formation continue, **sans aménagements spécifiques**. Les programmes de formation présentés dans cette plaquette sont donc applicables à cette modalité. Toutefois, la formation continue est réservée aux salariés et demandeurs d'emploi déjà engagés dans la vie active et qui souhaitent poursuivre leurs études. Plus d'informations sont disponibles sur notre site internet et auprès du service professionnalisation de la Faculté de droit de Grenoble (droit-professionnalisation@univ-grenoble-alpes.fr / 04 76 74 32 37).

Formation en alternance

Le master **Droit de la banque et des opérations patrimoniales** est l'unique master proposé en alternance aux étudiants titulaires d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation. Cette formation vous est présentée page 58.

NOS FORMATIONS À DISTANCE

La **mention Droit** (non présentée dans cette plaquette) regroupant les **masters 1 Droit des affaires ; Droit privé fondamental ; Droit public général ; Droit international et européen** ainsi que le **master 2 Sécurité internationale, cybersécurité et défense** est proposée exclusivement en enseignement à distance (EAD). Cette modalité de formation est réservée aux personnes satisfaisant à l'un des critères d'éligibilité tels qu'exposés sur notre site internet. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter notre plaquette de formation dédiée à l'enseignement à distance (disponible en téléchargement sur notre site internet) ou contacter le service EAD de la Faculté de droit de Grenoble (droit-ead@univ-grenoble-alpes.fr / 04 76 74 32 35 ou 36).

LES CONDITIONS D'ACCÈS EN MASTER

Pour tout étudiant **titulaire d'une licence en droit** (ou diplôme équivalent), l'admission dans un parcours de master en deux ans est prononcée, après examen des candidatures, par une **commission.**

Le passage en 2ème année est de droit pour l'étudiant ayant obtenu la moyenne à la fin de la 1ère année et souhaitant rester dans le même parcours de master.
Toute demande de réorientation en fin de 1ère année entre deux parcours d'une même mention de master devra être validée par les responsables de parcours.
L'étudiant souhaitant changer de mention de master entre la 1ère et la 2ème année ou ayant réalisé sa 1ère année dans une autre Faculté que celle de Grenoble devra candidater auprès d'une commission.

Les **dossiers de candidature** sont à constituer en ligne depuis le site internet de la Faculté de droit de Grenoble (se conformer au calendrier disponible sur le site internet de la Faculté). Des entretiens auront lieu, le cas échéant. Les résultats (liste d'admission, liste d'attente, liste complémentaire ou refus) seront ensuite communiqués aux étudiants.

LES ÉTUDES À L'INTERNATIONAL

PARTIR DANS LE CADRE D'UN ÉCHANGE

Les étudiants de la Faculté de droit de Grenoble peuvent accéder, en plus des destinations proposées par l'Université Grenoble Alpes, aux **partenariats d'échanges** établis entre la Faculté et une **cinquantaine d'universités** dans une vingtaine de pays européens et non-européens.

Partir en master 1

Au sein de la Faculté de droit, les étudiants partent prioritairement en échange au titre de leur **1ère année de master**.
Le dépôt de candidature et la sélection des étudiants se déroulent l'année précédant le départ en échange (3ème année de licence pour un départ en master 1).

Partir en master 2

La mobilité d'études à l'étranger est possible au titre de la **2ème année de master**, au cours du 2nd semestre, selon le parcours choisi :

› Partenariat avec l'**Université Libre de Bruxelles** (Belgique), pour les étudiants des masters **Carrières juridiques et numériques internationales** et **Sécurité internationale, cybersécurité et défense**

› Partenariat avec l'**Université de Kobe** (Japon), pour les étudiants des masters **Carrières juridiques et numériques internationales** et **Sécurité internationale, cybersécurité et défense**

› Partenariat avec l'**Université de Padoue** (Italie), pour les étudiants du master **Carrières juridiques et numériques internationales**

› Partenariat avec l'**Université de Genève** (Suisse), pour les étudiants du master **Carrières juridiques européennes**

La sélection est faite par le responsable de la formation selon un calendrier spécifique.

PARTIR DANS LE CADRE D'UN DOUBLE DIPLÔME

On parle de « double diplôme » lorsqu'un étudiant obtient deux diplômes nationaux en même temps : celui de l'université d'origine et celui de l'université partenaire. Le double diplôme prévoit la réalisation d'une partie de la scolarité au sein de l'université partenaire selon des modalités spécifiques à chaque partenariat.

La Faculté de droit de Grenoble offre la possibilité de réaliser des doubles diplômes dans le cadre de partenariats avec 5 Universités étrangères :

› Partenariat avec l'**Université Libre de Bruxelles** (Belgique), réservé aux étudiants du master **Droit public des affaires** ou **Droit public des affaires / Management public**. Dans le cadre de ce double diplôme franco-belge, les étudiants français réalisent leur première année de master à Bruxelles et leur seconde année de master à Grenoble.

› Partenariat avec l'**Université Russe de l'Amitié des Peuples de Moscou** (Russie), réservé aux étudiants du master **Carrières juridiques européennes**. Dans le cadre de ce double diplôme franco-russe, les étudiants passent les 1er et 3ème semestres à Moscou et suivent le 2ème semestre à Grenoble. Ils réalisent le 4ème semestre (stage) dans le pays de leur choix.

› Partenariat avec l'**Université de Sherbrooke** (Canada), ouvert **à tous les étudiants en master à la Faculté** (excepté les masters suivants : Droit de la banque et des opérations patrimoniales ; Gouvernance territoriale ; Droit notarial). Pour obtenir un double diplôme franco-canadien, les étudiants font leur M1 à Sherbrooke et leur M2 à Grenoble.

› Double diplôme avec l'**Université de la Sarre** (Allemagne), réservé aux étudiants des masters suivants : **Droit de l'entreprise, juristes conseils d'affaires** ; **Direction et conseil de l'action publique** ; **Droit et histoire des droits de l'Homme** ; **Carrières juridiques européennes** ; **Droit des personnes et de la famille** ; **Justice, procès, procédures**. Dans le cadre de ce double diplôme franco-allemand, les étudiants choisissent de faire l'une des deux années de master dans l'une des deux universités française ou allemande et la seconde année dans l'autre.

› Double diplôme avec l'**Université d'Etat Lobatchevski de Nijni Novgorod** (Russie), réservé aux étudiants du master **Carrières juridiques européennes**. Pour obtenir un double diplôme franco-russe, les étudiants font leur M1 à Nijni-Novgorod et leur M2 à Grenoble.

Les étudiants souhaitant réaliser un double diplôme doivent, au préalable, être sélectionnés par un jury.

Plus d'informations sont disponibles sur notre site internet et auprès du service relations internationales de la Faculté de droit de Grenoble (droit-law-international@univ-grenoble-alpes.fr / 04 76 74 32 39).

LA DOUBLE DIPLOMATION AVEC GEM

La Faculté de droit propose à tous les étudiants inscrits dans l'un quelconque de ses masters 2 la possibilité de bénéficier d'une double diplomation avec GEM.
Ce cursus de deux années durant lesquelles l'étudiant suivra des enseignements délivrés à la Faculté de droit et à GEM, débouche sur la délivrance du **diplôme de master** dans la mention choisie et du **diplôme de GEM**.
Des informations détaillées incluant les modalités de sélection figurent sur le site internet de la Faculté de droit.

LES PRÉPARATIONS AUX CONCOURS & EXAMENS

Plusieurs préparations aux concours et examens sont proposées en complément des formations en master.

L'Institut d'études judiciaires (IEJ) propose ainsi les préparations aux concours et examens suivantes :
› **Préparation à l'examen d'entrée au Centre régional de formation professionnelle des avocats** (CRFPA)
› **Préparation au concours d'entrée à l'École nationale de la magistrature** (ENM)

Deux autres préparations aux concours sont également proposées par la Faculté de droit :
› **Préparation aux concours administratifs**
› **Préparation au concours de l'École nationale supérieure de sécurité sociale** (EN3S)

Pour plus de renseignements, vous pouvez consulter notre plaquette de formation dédiée aux préparations aux concours et examens (disponible en téléchargement sur notre site internet).

LA POURSUITE D'ÉTUDES EN DOCTORAT

Les étudiants ayant obtenu un master peuvent poursuivre leurs études en s'inscrivant en doctorat. L'**École doctorale sciences juridiques** (EDSJ, n° 460) les accompagnera sur le site grenoblois.

Le doctorat se traduit par la rédaction et par la soutenance d'une thèse ; il ouvre la voie non seulement à une carrière d'enseignant-chercheur, mais aussi aux métiers de juriste en entreprise, d'administrateur au sein de collectivités publiques, de fonctionnaire international, etc.

Pour plus d'information sur l'EDSJ, rendez-vous sur le site internet edsj.univ-grenoble-alpes.fr

MENTION DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

- Master Direction et conseil de l'action publique ..... p. 10
- Master Gouvernance territoriale ..... p. 12

MASTER DIRECTION ET CONSEIL DE L'ACTION PUBLIQUE

MENTION DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

Diplôme niveau Bac + 5

Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

Capacité d'accueil limitée

Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Direction et conseil de l'action publique est un **master innovant** visant à former les **cadres dirigeants administratifs de la fonction publique d'État et de la fonction publique territoriale** (attachés et administrateurs, contractuels, directeurs des services), les **cadres dirigeants politiques** (directeurs et chefs de cabinet, collaborateurs politiques) et les **conseillers de haut niveau** (avocats en droit public, consultants, cabinets d'audit) de l'action publique de demain. Il prépare aux métiers de la **magistrature administrative** (conseillers des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, conseillers des Chambres régionales des comptes).

Se déroulant sur deux années, le master Droit des collectivités territoriales donne des **compétences juridiques de haut niveau** à ses étudiants. Ce master comporte les **cours indispensables** (droit des contrats administratifs, droit des propriétés publiques, droit de l'environnement, droit de la fonction publique, droit des finances publiques locales, droit de l'urbanisme, etc.) ainsi que des **cours innovants et rares** (droit de la responsabilité publique, droit des élections politiques, droit de la démocratie participative, droit de la montagne).

Des **mises en situation professionnelle** sont organisées (clinique juridique territoriale, stage facultatif en M1 et obligatoire en M2, études de cas, montages de projet, conférences de praticiens, etc.).

COMPÉTENCES VISÉES

› **Compétences professionnelles :** savoir-être et savoir-faire dans le milieu du travail
› **Compétences politiques et administratives :** apprendre à diriger
› **Compétences techniques :** approfondir sa maîtrise du droit public
› **Compétences financières :** approfondir les finances publiques
› **Compétences de gestion :** maîtriser ses ressources humaines et matérielles
› **Compétences environnementales :** organiser les transitions écologiques
› **Compétences contentieuses :** maîtriser les règles du procès administratif et du procès constitutionnel

CHIFFRES CLÉS

20	étudiants par année
50%	d'enseignants professionnels
5	mois de stage sur 2 ans

ATOUTS DE LA FORMATION

Insertion professionnelle

Cette formation est construite autour de **blocs de compétences** que les étudiants doivent acquérir pour leur insertion professionnelle.

Outre la **réussite aux concours de la fonction publique**, elle permet aux étudiants de bénéficier de débouchés au sein des **collectivités territoriales** (45%), des **établissements publics** (15%), des **cabinets d'avocats et de conseils** (15%), etc.

Des **enseignements innovants** servent ces objectifs. La **classe inversée** est privilégiée. Une **clinique de droit des collectivités territoriales** permet aux étudiants de répondre à des problèmes juridiques sur la base de **dossiers réels**.

Bonus de la formation

La formation dispose d'un **réseau de professionnels** et de **liens privilégiés avec les acteurs locaux**. Les étudiants peuvent adhérer à l'**Association Dauphinoise du Droit Public**, association de mise en relation des professionnels, des étudiants et des universitaires.

La formation participe régulièrement à des **activités pédagogiques extérieures**.

Les étudiants peuvent également candidater au **master Gouvernance territoriale**, qui offre une **co-diplomation** de la Faculté de droit de Grenoble et de **Sciences Po Grenoble**. Les étudiants suivent alors les cours de la mention de master Droit des collectivités territoriales de la Faculté de droit et le parcours Management des collectivités territoriales du diplôme de Sciences Po Grenoble.

Équipe pédagogique

L'équipe pédagogique se compose d'**universitaires spécialisés et reconnus** dans leur discipline, en droit des services publics (S. BRAMERET), droit de la responsabilité administrative et contentieux administratif (H. BELRHALI), finances publiques (R. BOURREL), droit de l'environnement (L. GUILLOUD-COLLIAT), droit des collectivités territoriales (N. KADA, J. ARROYO), histoire du droit (S. LE GAL, A. IMBERT), droit de l'urbanisme et de la fonction publique (G. MOLLION), droit constitutionnel (S. NICOT), droit électoral (R. RAMBAUD), sciences administratives (L. VANIER), droit des propriétés publiques et droit de la montagne (P. YOLKA).

Elle est complétée par de **nombreux professionnels** intervenant dans leurs domaines de spécialité.

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Compétences techniques et contentieuses
Droit des propriétés publiques (32h CM / 13h30 TD)
Droit du contentieux administratif (32h CM / 13h30 TD)
Droit des contrats administratifs (24h CM)

UE 2 - Compétences environnementales
Droit de l'environnement (24h CM)
Finances et fiscalité de l'environnement (12h CM)

UE 3 - Compétences politiques et administratives
Sciences administratives et politiques publiques (24h CM)
Droit de la vie politique (24h CM)
Écriture juridique (12h CM)

Semestre 2

UE 1 - Compétences techniques et contentieuses
Droit du contentieux constitutionnel (32h CM / 13h30 TD)
Droit de l'urbanisme (32h CM / 13h30 TD)
Droit de la responsabilité administrative (24h CM)

UE 2 - Compétences sociales
Droit de la fonction publique (24h CM)
Droit du service public et droits des administrés (24h CM)
Droit de la sécurité sociale (18h CM)

UE 3 - Compétences professionnelles
Clinique juridique de droit des collectivités territoriales (12h CM)
Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)
Rapport de recherche ou Stage

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Compétences politiques et administratives
Perspectives historiques (12h CM)
Perspectives constitutionnelles (12h CM)
Modernisation et numérisation de l'action publique (12h CM)
Responsabilité des décideurs locaux (12h CM)

UE 2 - Compétences de gestion
Gestion des ressources humaines (12h CM)
Gestion des services publics locaux (12h CM)
Gestion du patrimoine (12h CM)

UE 3 - Compétences financières
Financement de l'action publique (12h CM)
Contrôle des budgets locaux (12h CM)
Élaboration et exécution du budget local (12h CM)

UE 4 - Compétences professionnelles
Clinique juridique de droit des collectivités territoriales (12h CM)
Droit de la montagne (12h CM)

Semestre 4

UE 1 - Compétences politiques et administratives
Relations entre les élus, les services et les habitants (12h CM)
Relation État - collectivités (12h CM)
Environnement politico-institutionnel local (10h CM)

UE 2 - Compétences opérationnelles
Montages contractuels (12h CM)
Montage d'opérations d'aménagement urbain (12h CM)
Analyse d'une politique publique (10h CM)

UE 3 - Compétences stratégiques
Coopérations territoriales (12h CM)
Stratégie, communication et marketing territorial (12h CM)
Analyse de la légalité des actes des collectivités (12h CM)

UE 4 - Compétences professionnelles
Clinique juridique de droit des collectivités territoriales (12h CM)
Anglais juridique (12h CM)
Préparation au grand oral (10h CM)
Mémoire de recherche
Stage

CONDITIONS D'ACCÈS

La formation est ouverte aux étudiants **licenciés en droit** (présentiel ou à distance), en **administration publique** ou en **action économique et sociale**.

Des pré-requis sont nécessaires en **droit administratif** et **droit des collectivités territoriales**.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

› **Attachés et administrateurs de la fonction publique d'État**
› **Attachés et administrateurs de la fonction publique territoriale**
› **Directeurs généraux des services ou de l'administration**
› **Contractuels de la fonction publique d'État et territoriale**
› **Juristes d'organismes publics et parapublics**
› **Directeurs et chefs de cabinet, collaborateurs politiques**
› **Avocats spécialisés en droit public**
› **Consultants et cabinets d'audit**
› **Magistrats administratifs**
› **Conseillers de Chambre régionale des comptes**
› **Enseignants-chercheurs**

CONTACTS

Responsables pédagogiques :
M. Romain RAMBAUD, Professeur de droit public
M. Léo VANIER, Professeur de droit public

Scolarité du master :
droit-master-DCT@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 25

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr

MASTER GOUVERNANCE TERRITORIALE

MENTION DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier) | Double diplôme niveau Bac + 5 | Site de Grenoble | Capacité d'accueil limitée | Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Gouvernance territoriale est un **double master** de la **Faculté de droit** et de **Sciences Po Grenoble**. Il permet aux étudiants d'obtenir un **double diplôme** reposant sur la mention de master **Droit des collectivités territoriales** de la Faculté de droit et le parcours **Management des collectivités territoriales** du diplôme de Sciences Po Grenoble. Il offre aux étudiants sélectionnés une **double compétence** en droit, management et gestion des collectivités territoriales.

Il s'agit d'un **master innovant** visant à former les **cadres dirigeants administratifs de la fonction publique d'État et de la fonction publique territoriale** (attachés et administrateurs, contractuels, directeurs des services), les **cadres dirigeants politiques** (directeurs et chefs de cabinet, collaborateurs politiques) et **conseillers de haut niveau** (avocats en droit public, consultants, cabinets d'audit) de l'action publique de demain. Il prépare aux métiers de la **magistrature administrative** (conseillers des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, conseillers des Chambres régionales des comptes).

Les **mises en situation professionnelle** sont au cœur de ce master. Il accorde également une place à la **réflexion collective** et au **débat**, que ce soit dans le cadre de **groupes de travail**, de la participation à la **clinique juridique territoriale** de la Faculté de droit ou au **laboratoire d'action publique** de Sciences Po Grenoble.

CHIFFRES CLÉS

10	étudiants par année
60%	d'enseignants professionnels en M2
7	mois de stage obligatoire sur 2 ans

COMPÉTENCES VISÉES

› **Compétences professionnelles :** savoir-être et savoir-faire dans le milieu du travail
› **Compétences politiques et administratives :** apprendre à diriger
› **Compétences financières :** approfondir les finances publiques
› **Compétences de gestion publique :** maîtriser ses ressources humaines et matérielles
› **Compétences territoriales :** gouvernance touristique et développement durable
› **Compétences contentieuses :** maîtriser le procès administratif et constitutionnel
› **Gestion de projets :** compétences des politiques publiques, laboratoire d'action publique, labels transversaux

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

› **Attachés et administrateurs de la fonction publique d'État**
› **Attachés et administrateurs de la fonction publique territoriale**
› **Directeurs généraux des services ou de l'administration**
› **Contractuels de la fonction publique d'État et territoriale**
› **Juristes d'organismes publics et parapublics**
› **Directeurs et chefs de cabinet, collaborateurs politiques**
› **Avocats spécialisés en droit public**
› **Consultants et cabinets d'audit**
› **Magistrats administratifs**
› **Conseillers de Chambre régionale des comptes**
› **Enseignants-chercheurs**

CONDITIONS D'ACCÈS

La formation est ouverte aux étudiants titulaires d'une **licence en droit** ou d'un **premier cycle d'études réalisé à Sciences Po Grenoble**. Sauf étudiant boursier et exonération sur demande, la somme à régler au titre des frais d'inscription est de 1300 €.

ATOUTS DE LA FORMATION

Double diplomation

A l'issue du master Gouvernance territoriale, les étudiants obtiennent un **double diplôme** : un diplôme de la mention de master **Droit des collectivités territoriales** de la Faculté de droit d'une part, un diplôme de Sciences Po Grenoble (valant grade de master) parcours **Management des collectivités territoriales**, d'autre part.

Au cours de la première année du master, les étudiants suivent tous les enseignements du master 1 mention Droit des collectivités territoriales et un programme de cours supplémentaires à Sciences Po Grenoble. Au cours de la deuxième année du master, ils suivent la totalité des enseignements des deux M2 sur un an ou un an et demi.

Pluridisciplinarité

Ce master comporte les **cours indispensables des deux cursus**.

Sur le plan **juridique**, les étudiants suivent notamment des cours en droit des contrats administratifs, des propriétés publiques, de l'environnement, de la fonction publique, des finances publiques locales, de l'urbanisme, de la responsabilité administrative, des élections politiques, etc.

Du côté **études politiques**, les étudiants vont appréhender, notamment par la pédagogie par projets, la sociologie de l'administration, la gouvernance multi-niveaux, les politiques publiques locales, les relations politiques locales, le management opérationnel.

Insertion professionnelle

Cette formation est construite autour de **blocs de compétences** que les étudiants doivent acquérir pour leur **insertion professionnelle**. Le **stage** est obligatoire en M1 et en M2. Une **clinique de droit des collectivités territoriales** et un **laboratoire d'action publique** permettent aux étudiants de répondre à des problèmes juridiques sur la base de **dossiers réels**.

La formation dispose d'un **réseau de professionnels** et de **liens privilégiés avec les acteurs locaux**. Les étudiants bénéficient du **réseau des anciens élèves de Sciences Po Grenoble**. Ils peuvent adhérer à l'**Association Dauphinoise du Droit Public**, association de mise en relation des professionnels, des étudiants et des universitaires.

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Cours suivis à la Faculté de droit de Grenoble :

Semestre 1

UE 1 - Compétences techniques et contentieuses
Droit des propriétés publiques (32h CM / 13h30 TD)
Droit du contentieux administratif (32h CM / 13h30 TD)
Droit des contrats administratifs (24h CM)

UE 2 - Compétences environnementales
Droit de l'environnement (24h CM)

UE 3 - Compétences politiques et administratives
Science administrative et politiques publiques (24h CM)
Droit de la vie politique (24h CM)
Écriture juridique (12h CM)

Semestre 2

UE 1 - Compétences techniques et contentieuses
Droit du contentieux constitutionnel (32h CM / 13h30 TD)
Droit de l'urbanisme (32h CM / 13h30 TD)
Droit de la responsabilité administrative (24h CM)

UE 2 - Compétences sociales
Droit de la fonction publique (24h CM)
Droit du service public et droits des administrés (24h CM)
Droit de la sécurité sociale (18h CM)

UE 3 - Compétences professionnelles
Clinique juridique de droit des collectivités territoriales (12h CM)
Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)
Rapport de recherche ou Stage

Cours suivis à Sciences Po Grenoble : Politiques publiques (24h) ; Politiques publiques territoriales (30h) ; Sociologie contemporaine (24h) ; Gouvernance touristique et développement territorial (16h) ; Laboratoire d'action publique (32h).

Cours obtenus à Sciences Po Grenoble par équivalence : Droit des collectivités territoriales ; Droit des interventions publiques et aides d'État.

2ème année (master 2)

Cours suivis à la Faculté de droit de Grenoble :

Semestre 3

UE 1 - Compétences politiques et administratives
Perspectives historiques (12h CM)
Perspectives constitutionnelles (12h CM)
Modernisation et numérisation de l'action publique (12h CM)
Responsabilité des décideurs locaux (12h CM)

UE 2 - Compétences de gestion
Gestion des ressources humaines (12h CM)
Gestion des services publics locaux (12h CM)
Gestion du patrimoine (12h CM)

UE 3 - Compétences financières
Financement de l'action publique (12h CM)
Contrôle des budgets locaux (12h CM)
Élaboration et exécution du budget local (12h CM)

UE 4 - Compétences professionnelles
Clinique juridique de droit des collectivités territoriales (12h CM)
Droit de la montagne (12h CM)

Semestre 4

UE 1 - Compétences politiques et administratives
Relations entre les élus, les services et les habitants (12h CM)
Relation état - collectivités (12h CM)
Environnement politico-institutionnel local (10h CM)

UE 2 - Compétences opérationnelles
Montages contractuels (12h CM)
Montage d'opérations d'aménagement urbain (12h CM)
Analyse d'une politique publique (10h CM)

UE 3 - Compétences stratégiques
Coopérations territoriales (12h CM)
Stratégie, communication et marketing territorial (12h CM)
Analyse de la légalité des actes des collectivités (12h CM)

UE 4 - Compétences professionnelles
Clinique juridique de droit des collectivités territoriales (12h CM)
Anglais juridique (12h CM)
Préparation au grand oral (10h CM)
Mémoire de recherche
Stage

Cours suivis à Sciences Po Grenoble : Théorie du développement durable (6h) ; Pratique de l'urbanisme (18h) ; Pratique du développement durable (6h) ; Contrats des collectivités et commande publique (20h) ; Objectifs et outils de communication (18h) ; Ateliers élus locaux (12h) ; Communiquer dans une langue étrangère (18h) ; Management dans les collectivités territoriales (18h) ; Gestion des risques psycho-sociaux (4h) ; Veille documentaire et juridique (4h) ; Label « Méthode des concours administratifs ».

Cours obtenus à Sciences Po Grenoble par équivalence : Théorie de droit de l'urbanisme ; Actualité de la réforme territoriale ; Droit de la fonction publique territoriale.

CONTACTS

Responsables pédagogiques - Faculté de droit :
M. Romain RAMBAUD, Professeur de droit public
M. Léo VANIER, Professeur de droit public

Responsables pédagogiques - Sciences Po Grenoble :
Mme Marie-Julie BERNARD, Maître de conférences en droit public

Scolarité du master :
droit-master-DCT@univ-grenoble-alpes.fr / 04 76 74 32 25

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site : **droit.univ-grenoble-alpes.fr**
À voir aussi, le site de Sciences Po : **www.sciencespo-grenoble.fr**

PARTENARIATS

Master proposé en partenariat avec :

SCIENCES PO Grenoble | UGA

MENTION DROIT PUBLIC DES AFFAIRES

- Master Droit public des affaires ..... p. 16
- Master Droit public des affaires/ Management public ..... p. 18

MASTER DROIT PUBLIC DES AFFAIRES

MENTION DROIT PUBLIC DES AFFAIRES

Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier) | Diplôme niveau Bac + 5 | Site de Grenoble (ouverture possible à l'international) | Capacité d'accueil limitée | Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit public des affaires forme des **juristes de haut niveau en droit public** depuis plus de quinze ans à Grenoble. Il peut être **suivi seul ou dans le cadre d'un double diplôme** (voir fiche correspondante) qui l'associe avec le master Management public porté par Grenoble IAE pour donner une double compétence en droit et gestion.

La formation s'étend sur deux années. En **master 1** sont dispensés les **cours fondamentaux** nécessaires à une connaissance approfondie du **droit public** (contrats, environnement, urbanisme, service public, propriétés publiques, contentieux administratif et constitutionnel, responsabilité administrative, fonction publique) ainsi que des cours dont l'objet porte plus particulièrement sur le **droit économique** (assurances, marché intérieur, doit international économique).

L'année de **master 2** comprend des **cours davantage spécialisés** (commande publique, opérations immobilières, secteur public, finances et fiscalité locales, etc.) et laisse une large place à la **dimension professionnalisante**, à travers :

› la part substantielle des **enseignements dispensés par des professionnels du droit** (avocats, magistrats administratifs et financiers, responsables de services juridiques de collectivités territoriales, etc.) ;

› le volume horaire important consacré à des **séminaires de mise en situation** des étudiants qui travaillent sur des dossiers, notamment contentieux ;

› le temps laissé pour les **stages ou CDD** (3 mois en M1, 6 mois en M2).

COMPÉTENCES VISÉES

Outre des **connaissances approfondies** dans tous les champs du **droit public des affaires**, le master permet d'acquérir, dans la cadre d'un **travail en petit groupe** (25 étudiants maximum) plusieurs types de compétences :

› une **aptitude à la rédaction et au raisonnement juridiques** travaillée notamment dans le cadre des conférences de méthode et d'actualité juridique ;

› une **aptitude à la prise de parole et à l'argumentation orale** travaillée en M1 (conférences de méthode, TD, séminaire) et en M2 (préparation au grand oral) ;

› une **aptitude à la recherche juridique** grâce à l'encadrement dont bénéficient les étudiants pour réaliser un rapport de recherche (en M1) puis un mémoire (en M2).

CHIFFRES CLÉS

300 diplômés issus du master (réseau stages et emplois)

40% d'enseignements dispensés par des professionnels en M2

9 mois disponibles pour les stages/CDD durant le master

98% de taux d'insertion professionnelle

ATOUTS DE LA FORMATION

Témoignages étudiants

« Ce master a constitué pour moi un véritable atout tant lors de la préparation du concours d'attaché territorial qu'au moment de la recherche d'emploi. Cette formation répond de manière très concrète aux attentes des collectivités territoriales qui, poussées par le besoin d'optimisation et de rationalisation budgétaires, cherchent de plus en plus à recruter leurs cadres parmi les profils possédant à la fois une vision globale du fonctionnement administratif et des compétences solides en droit public des affaires. »

Marion DESCOURS, Attachée territoriale, Responsable de la Commande publique à la Ville d'Échirolles

« Ce master offre incontestablement, pour les publicistes, une excellente formation pour entrer à l'École des Avocats. La diversité des interventions et la qualité de l'enseignement permettent d'appréhender dans les meilleures circonstances l'entrée dans le monde professionnel. Le travail réalisé avec des avocats, magistrats et fonctionnaires territoriaux sur des dossiers réels offre une plongée très réaliste dans les contentieux que l'on connaît ensuite. »

Thomas BONZY, Avocat au barreau de Grenoble (major de sa promotion à l'examen d'entrée du CRFPA)

Équipe pédagogique

L'équipe pédagogique associe des **universitaires réputés** dans les domaines dont relèvent les cours qu'ils dispensent et comprend de **nombreux professionnels** (avocats, fonctionnaires territoriaux, magistrat administratif et financiers).

Le master est dirigé par le **Professeur Sébastien BERNARD**, doyen honoraire de la Faculté de droit de Grenoble et président honoraire de l'Université Pierre Mendès France - Grenoble 2.

Partenariat international

Le master peut être suivi dans le cadre d'un **double diplôme avec l'Université Libre de Bruxelles** (ULB). Le M1 se déroule alors à Bruxelles où est suivi un **programme sur-mesure** permettant l'obtention d'un **master de l'ULB** (donnant accès au barreau belge) avant de rejoindre Grenoble en M2.

La sélection pour ce double diplôme avec l'Université Libre de Bruxelles se déroule au cours du premier semestre de L3.

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Enseignements fondamentaux
Droit des propriétés publiques (32h CM / 13h30 TD)
Droit du contentieux administratif (32h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Enseignements complémentaires
Droit de l'environnement (24h CM)
Droit des contrats administratifs (24h CM)

UE 3 - Enseignements de spécialité
Droit des assurances (24h CM)
Droit international économique (24h CM)
Droit du marché intérieur (24h CM)
Conférences de méthode et d'actualité juridique (12h CM)

Semestre 2

UE 1 - Enseignements fondamentaux
Séminaire de droit public des affaires (24h CM)
Droit de l'urbanisme (32h CM /13h30 TD)

UE 2 - Enseignements complémentaires
Droit de la fonction publique (24h CM)
Droit de la responsabilité administrative (24h CM)
Droit du service public et droits des administrés (24h CM)

UE 3 - Enseignements de spécialité
Droit du contentieux constitutionnel (32h CM)
Conférences de méthode et d'actualité juridique (12h CM)
Anglais juridique (27h TD)
Rapport de recherche
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Droit du secteur public local
Droit de secteur public local (24h CM)

UE 2 - Droit de la commande publique
Droit de la commande publique (24h CM)
Contrats publics et préoccupations environnementales (12h CM)

UE 3 - Droit des biens et des sols
Droit des opérations immobilières (24h CM)
Droit de l'urbanisme (12h CM)

UE 4 - Aides, finances et fiscalité locales
Droit des aides locales (12h CM)
Finances locales (12h CM)
Fiscalité locale (12h CM)

Semestre 4

UE 1 - Contentieux et responsabilité
Pratique du contentieux du droit public des affaires (24h CM)

UE 2 - Études de dossiers
Séminaires de mise en situation - études de dossiers (36h CM)

UE 3 - Conférences d'actualité
Conférences d'actualité (24h CM)
Préparation au grand oral et aide méthodologique (18h CM)
Enjeux contemporains du droit public des affaires (18h CM)
Grand oral

UE 4 - Anglais juridique
Anglais juridique (18h CM)

UE 5 - Mémoire
Mémoire

UE 6 - Stage
Stage

CONDITIONS D'ACCÈS

Être titulaire d'une **licence en droit ou titre équivalent** (AES, LAP, etc.).

L'accès au master se fait normalement en M1 mais quelques places sont proposées pour un **accès direct en M2**.

La candidature éventuelle au M2 Management public dans le cadre du double diplôme avec l'IAE se fait en fin d'année de M1.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

› **Juriste dans une collectivité territoriale, une administration de l'État ou un établissement public**

› **Avocat**

› **Juriste d'entreprise**

› **Cadre dirigeant dans une structure publique (par exemple au sein d'une direction générale des services de collectivité)**

› **Consultant**

› **Magistrat administratif ou financier**

› **Enseignant-chercheur**

CONTACTS

Responsable pédagogique :
M. Sébastien BERNARD, Professeur de droit public

Scolarité du master :
droit-master-DPA@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 25

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr

MASTER DROIT PUBLIC DES AFFAIRES / MANAGEMENT PUBLIC

MENTION DROIT PUBLIC DES AFFAIRES

Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

Double diplôme niveau Bac + 5

Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

Capacité d'accueil limitée

Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit public des affaires / Management public est une **formation unique en France** qui associe **deux mentions de master**, l'une portée par la **Faculté de droit**, l'autre par **Grenoble IAE** (Institut d'Administration des Entreprises). Son but est de donner une **double compétence, en droit et en management**, pour favoriser l'insertion et la réussite professionnelles de **juristes de haut niveau**.

La première année de master se déroule entièrement à la Faculté de droit dans le cadre du **M1 Droit public des affaires.** En fin d'année de M1, les étudiants ont le choix de poursuivre uniquement en M2 Droit public des affaires ou bien de candidater au double diplôme qui permet d'enchaîner le M2 Droit public des affaires et le M2 Management public. L'année de M2 se déroule alors sur **16 mois** et fait se succéder des **périodes à la Faculté de droit, à l'IAE et en stage** aux termes desquelles l'étudiant obtient **deux diplômes de niveau bac+5** : le master **Droit public des affaires** (Faculté de droit - UGA) et le master **Management public** (Grenoble IAE, École de Grenoble INP). Les objectifs et le contenu pédagogiques du master Droit public des affaires sont détaillés dans la fiche correspondante. S'y ajoutent pour le M2 Management public des enseignements permettant de s'initier aux **fondamentaux de la gestion** (stratégie, management des organisations et des systèmes d'information, veille, comptabilité, communication, gestion de projet et conduite du changement) puis d'approfondir la **spécificité du management dans les structures publiques** (gestion des ressources humaines et des compétences, management des achats publics et négociation, marketing territorial).

COMPÉTENCES VISÉES

Compétences juridiques :
› aptitude à la rédaction et au raisonnement juridiques ;
› aptitude à la recherche juridique.

Compétences managériales :
› aptitude à la communication (prise de parole, argumentation, gestion de conflits) ;
› aptitude à la gestion de projet et à la gestion du changement ;
› aptitude au pilotage, à la mise en œuvre d'orientations stratégiques et d'une démarche qualité.

Compétences financières : comptabilité publique et privée, contrôle de gestion, évaluation des politiques publiques.

CHIFFRES CLÉS

98%	de taux d'insertion professionnelle
1095	heures de formation (765 à la Faculté de droit, 330 à l'IAE)
40%	d'enseignements dispensés par des professionnels en M2
8	mois disponibles pour les stages/CDD durant le master

ATOUTS DE LA FORMATION

Témoignage

« La double formation proposée entre Droit public des affaires et Management public est une porte d'entrée vers de nombreux cabinets de conseil. Ce master apporte une vision globale du secteur public, explorant ses volets économique, financier et managérial. Grâce à ce master je suis fière de pouvoir accompagner les structures publiques (ministères, collectivités territoriales, agences étatiques) dans leur transformation numérique et l'optimisation de leur processus. Le double diplôme offre les outils nécessaires à la compréhension des enjeux actuels et futurs des organismes publics. »

Luce NOBÉCOURT, consultante secteur public, cabinet Wavestone

Insertion professionnelle

L'insertion professionnelle est facilitée par l'acquisition d'une **double compétence droit / gestion** qui permet aux diplômés de **se distinguer sur le marché du travail.** Elle est préparée par la large place laissée à la **dimension professionnalisante**, au cours du master grâce à :
› la part substantielle des **enseignements dispensés par des professionnels du droit** (avocats, magistrats administratifs et financiers, responsables de services juridiques de collectivités territoriales, etc.) ;
› le volume horaire important consacré à des **séminaires de mise en situation des étudiants** qui travaillent sur des dossiers, notamment contentieux ;
› le temps laissé pour les **stages ou CDD** (3 mois en M1, 5 mois en M2).

Équipe pédagogique

L'équipe pédagogique associe des **universitaires réputés** dans les domaines dont relèvent les cours qu'ils dispensent en droit public ou en management et comprend de **nombreux professionnels**.

Le master est dirigé par le **Professeur Sébastien BERNARD**, doyen honoraire de la Faculté de droit de Grenoble et président honoraire de l'Université Pierre Mendès France - Grenoble 2.

Partenariat international

Le master peut être suivi dans le cadre d'un **double diplôme avec l'Université Libre de Bruxelles** (ULB). La M1 se déroule alors à Bruxelles où est suivi un **programme sur-mesure** permettant l'obtention d'un **master de l'ULB** (donnant accès au barreau belge) avant de rejoindre Grenoble en M2.

La sélection pour ce double diplôme avec l'Université Libre de Bruxelles se déroule au cours du premier semestre de L3.

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Enseignements fondamentaux
Droit des propriétés publiques (32h CM / 13h30 TD)
Droit du contentieux administratif (32h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Enseignements complémentaires
Droit de l'environnement (24h CM)
Droit des contrats administratifs (24h CM)

UE 3 - Enseignements de spécialité
Droit des assurances (24h CM)
Droit international économique (24h CM)
Droit du marché intérieur (24h CM)
Conférences de méthode et d'actualité juridique (12h CM)

Semestre 2

UE 1 - Enseignements fondamentaux
Séminaire de droit public des affaires (24h CM)
Droit de l'urbanisme (32h CM /13h30 TD)

UE 2 - Enseignements complémentaires
Droit de la fonction publique (24h CM)
Droit de la responsabilité administrative (24h CM)
Droit du service public et droits des administrés (24h CM)

UE 3 - Enseignements de spécialité
Droit du contentieux constitutionnel (32h CM)
Conférences de méthode et d'actualité juridique (12h CM)
Anglais juridique (27h TD)
Rapport de recherche
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Matières du M2 Droit public des affaires

Droit de secteur public local (24h CM)
Droit de la commande publique (24h CM)
Contrats publics et préoccupations environnementales (12h CM)
Droit des opérations immobilières (24h CM)
Droit de l'urbanisme (12h CM)
Droit des aides locales (12h CM)
Finances locales (12h CM)
Fiscalité locale (12h CM)
Pratique du contentieux du droit public des affaires (24h CM)
Séminaires de mise en situation - Etudes de dossiers (36h CM)
Conférences d'actualité (24h CM)
Préparation au grand oral et aide méthodologique (18h CM)
Enjeux contemporains du droit public des affaires (18h CM)
Anglais juridique (18h CM)
Mémoire
Stage

Matières du M2 Management public

Management des organisations (18h CM)
Veille (18h CM)
Management des systèmes d'information (18h CM)
Nouveaux outils et nouvelles formes du management public (15h CM)
Gestion des ressources humaines et des compétences (15h CM)
Management des achats publics (15h CM)
Marketing des services et qualité (15h CM)
Stratégie et Business model (18h CM)
Gestion de projet (21h CM)
Connaissance de soi et personal branding (15h CM)
Management d'équipe (21h CM)
Comptabilité privée (12h CM)
Comptabilité publique et contrôle de gestion (15h CM)
Négociation (6h CM)
Évaluation des politiques publiques (15h CM)
Outils bureautiques (12h CM)
Projets de gestion publique (80h CM)
Stage

CONDITIONS D'ACCÈS

Être titulaire d'une **licence en droit ou titre équivalent** (AES, LAP, etc.).

L'accès au master se fait normalement en M1 mais quelques places sont proposées pour un **accès direct en M2**. La candidature éventuelle au M2 Management public dans la cadre du double diplôme avec l'IAE se fait en fin d'année de M1. **Le M2 Management public ne peut pas être suivi seul.**

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

› **Cadre dirigeant dans une structure publique (par exemple au sein d'une direction générale des services de collectivité)**
› **Juriste dans une collectivité territoriale, une administration de l'État ou un établissement public**
› **Avocat**
› **Juriste d'entreprise**
› **Consultant**
› **Magistrat administratif ou financier**
› **Enseignant-chercheur**

CONTACTS

Responsable pédagogique :
M. Sébastien BERNARD, Professeur de droit public

Scolarité du master :
droit-master-DPA@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 25

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr

PARTENARIATS

Master proposé en partenariat avec :

GRENOBLE iae Graduate school of Management — Grenoble INP — UGA

MENTION DROIT EUROPÉEN

- Master Carrières juridiques européennes ..... p. 22

MASTER CARRIÈRES JURIDIQUES EUROPÉENNES

MENTION DROIT EUROPÉEN

Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier) | Diplôme niveau Bac + 5 | Site de Grenoble (ouverture possible à l'international) | Capacité d'accueil limitée | Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Carrières juridiques européennes vise à former des **juristes en droit européen de haut niveau** disposant de **solides connaissances juridiques** et d'une **capacité d'analyse critique des enjeux européens contemporains**. Grâce à une formation mêlant **connaissances fondamentales** et acquisition de **compétences professionnelles**, il permet d'accéder à la plupart des **métiers juridiques tournés vers l'Union européenne et son droit**, y compris le métier d'enseignant-chercheur après la réalisation d'une thèse de doctorat.

S'appuyant sur une **équipe pédagogique dynamique** et un réseau dense d'**intervenants extérieurs qualifiés**, il favorise une **pédagogie active et innovante** (simulations de procès, sondages européens, réponses aux appels d'offres, séjours d'étude à Bruxelles et/ou Luxembourg). Mettant également l'accent sur le **travail en groupe** et éventuellement en **langue anglaise**, il s'efforce de préparer au mieux les étudiants à leurs pratiques professionnelles futures.

En somme, le master Carrières juridiques européennes intègre la **diversité du rôle de juriste dans le domaine européen** et s'inscrit résolument dans la **diversification des débouchés professionnels** inhérente à l'européanisation du droit.

COMPÉTENCES VISÉES

› Maîtrise de connaissances juridiques approfondies en **droit de l'Union européenne** et ouverture vers les disciplines liées

› Développement de la **capacité d'analyse critique et de synthèse**, ainsi que des **capacités à s'exprimer** clairement et de façon construite à l'écrit comme à l'oral

› Développement des aptitudes à **travailler en équipe** et à **se constituer un réseau professionnel**

› **Valorisation de l'anglais** comme langue de travail indispensable

CHIFFRES CLÉS

25	étudiants par promotion
3 à 6	mois de stage
30%	de cours en anglais
60	heures de cours assurées par des intervenants professionnels

ATOUTS DE LA FORMATION

Équipe pédagogique

L'équipe pédagogique du master est composée d'**enseignants-chercheurs spécialistes des différentes branches du droit européen** et principalement issus de la Faculté de droit de Grenoble.

Elle associe également plusieurs **intervenants professionnels** issus des **institutions européennes** (Commission européenne, Conseil de l'UE, ...), mais aussi de **structures nationales** (SGAE, Région Auvergne-Rhône-Alpes, par exemple) et **privées**.

Enfin, des **conférences de professeurs invités** d'autres universités françaises et européennes sont proposées durant la formation.

Environnement scientifique

Le master Carrières juridiques européennes est adossé au **Centre d'Études sur la Sécurité Internationale et les Coopérations Européennes** (CESICE) et au **Centre de Recherches Juridiques** (CRJ) de la Faculté de droit de Grenoble.

Il s'inscrit par ailleurs dans le cadre du **« Centre d'excellence Jean Monnet »** (CEJM), labellisation de « vitrine d'excellence » en matière de formation et de recherche sur l'intégration européenne accordée par la Commission européenne dans le cadre de son programme Jean Monnet. Il bénéficie de **deux Chaires Jean Monnet** : celle de Mme Constance CHEVALLIER-GOVERS sur l'Espace de liberté, de sécurité et de justice et celle de M. Romain TINIÈRE sur la Charte des droits fondamentaux.

Ouverture à l'international

Le master propose plusieurs **enseignements en langue anglaise** et une **unité optionnelle tournée vers l'Allemagne**.

Il est également très **ouvert à la mobilité des étudiants** durant l'année de M1 ou de M2 et peut être effectué dans le cadre d'une **co-diplomation** avec des partenaires étrangers.

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Matières juridiques fondamentales
Contentieux de l'Union européenne (24h CM / 13h30 TD)
Marché intérieur (24h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Matières juridiques complémentaires
Politiques de l'Union européenne (24h CM)
Droit constitutionnel européen (18h CM)
Droit de l'environnement (24h CM)
Droit international économique (24h CM)
Negociating in the EU - *theoretical aspects* (12h CM)

UE 3 - Matières juridiques optionnelles
AU CHOIX :
Droit international privé (32h CM)
Travail clinique juridique - sur sélection
Rapport de recherche (3h CM)

Semestre 2

UE 1 - Matières juridiques fondamentales
Droit de l'UE des droits fondamentaux (24h CM / 13h30 TD)
Espace de liberté, de sécurité et de justice (24h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Matières juridiques complémentaires
Droit des services publics (24h CM)
Droit du numérique - approche comparée, internationale et européenne (24h CM)
Histoire du droit international et européen (18h CM)
Droit des étrangers et de l'asile - fondements et sources (24h CM)

UE 3 - Matières d'ouvertures
Droit de la CEDH (24h CM)
Professionnalisation (18h CM)
Anglais juridique (27h TD)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Fondements et moyens d'action de l'UE
Histoire de l'idée européenne (12h CM)
L'invocation contentieuse du droit de l'Union européenne (12h CM)
Droit des aides (12h CM)

UE 2 - Politiques d'avenir de l'UE
L'UE & le numérique (I) - Marché intérieur et numérique (12h CM)
L'UE & le numérique (II) - *European Union and Internet Law* (12h CM)
Frontières (I) - *EU External Action* (12h CM)
Frontières (II) - *Brexit* et relations extérieures de l'UE (12h CM)
Frontières (III) - *Future challenges of european borders* (12h CM)
Climat & environnement (I) - L'Union européenne face au défi climatique (12h CM)

UE 3 - Mise en pratique
Intervenants extérieurs - *Practitioners* / Conférences d'actualité en droit de l'UE (18h CM)
EU law moot Court Competition (12 h CM)
Séjour d'étude - facultatif avec bonification (12h CM)
Clinique juridique - optionnel et sur sélection
Anglais juridique - optionnel (18h CM)
PARCOURS ALLEMAND - OPTIONNEL :
Communication professionnelle - M1 LEA Coopération internationale (18h CM)
Culture et société - M1 LEA Coopération internationale (18h CM)

Semestre 4

UE 1 - Fondements et moyens d'action de l'UE
Sondages européens (12h CM)

UE 2 - Politiques d'avenir de l'UE
L'UE & le numérique (III) - Protection des données à caractère personnel en Europe (12h CM)
Climat & environnement (II) - Défis environnementaux de l'UE (18h CM)

UE 3 - Mise en pratique
Intervenants extérieurs - *Practitioners* - Conférences d'actualité en droit de l'UE (18h CM)
European collaborative projects and EU funding programmes (24h CM)
Clinique juridique - optionnel

UE 4 - Enseignements méthodologiques
Encadrement du mémoire et du stage
Méthodologie de la recherche - aide à la professionnalisation (12h CM)
Grand oral

CONDITIONS D'ACCÈS

Le dossier de candidature est examiné par le jury de sélection. Il comporte obligatoirement les justificatifs de **résultats antérieurs** des candidats ainsi qu'une **lettre de motivation** mentionnant le **niveau en anglais.**

Les **expériences à l'international** (Erasmus, stages...) seront des atouts supplémentaires.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

› **Agent au sein des institutions, organes ou organismes de l'Union européenne**
› **Conseiller juridique, référendaire, ou juriste traducteur à la CJUE**
› **Avocat spécialisé en droit européen ou Conseil dans des cabinets d'experts internationaux**
› **ONG et lobbies intervenant à l'échelle européenne**
› **Agent territorial dans les services des relations internationales des collectivités locales ou dans les cellules de projets de l'UE**
› **Enseignant-chercheur en droit européen (doctorat)**

CONTACTS

Responsables pédagogiques :
Mme Laetitia GUILLOUD-COLLIAT, Professeur de droit public
M. Romain TINIÈRE, Professeur de droit public

Scolarité du master :
droit-master-CJE@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 26

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr

MENTION DROIT INTERNATIONAL

- Master Carrières juridiques et numériques internationales ..... p. 26
- Master Sécurité internationale, cybersécurité et défense ..... p. 28

MASTER CARRIÈRES JURIDIQUES ET NUMÉRIQUES INTERNATIONALES

CAREERS IN INTERNATIONAL LAW AND DIGITAL GOVERNANCE

MENTION DROIT INTERNATIONAL

Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier) | Diplôme niveau Bac + 5 | Site de Grenoble (ouverture possible à l'international) | Capacité d'accueil limitée | Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Carrières juridiques et numériques internationales a pour objectif de **former en français et en anglais des juristes internationaux de haut niveau** ayant une excellente expertise à la fois dans les domaines classiques du **droit international** et dans le domaine des **nouvelles technologies** (cyber données, intelligence artificielle). Les juristes issus de ce master seront capables de se projeter dans une **carrière internationale en France ou à l'étranger**, dans le secteur public comme privé, y compris dans les métiers relatifs au numérique, les fonctions de *Data Protection Officer* (DPO) ou encore de consultant cyber.

S'appuyant sur des **méthodes pédagogiques stimulantes**, la formation favorise les études de cas, les procès simulés, les jeux de rôle et les consultations et négociations juridiques en mettant l'accent sur la **professionnalisation**. Elle encourage les échanges internationaux grâce son **programme de coopération** permettant de faire un semestre à l'étranger. La formation constitue aussi une **ouverture sur le monde de la recherche** et permet la poursuite d'une thèse de doctorat.

COMPÉTENCES VISÉES

› Maîtrise de l'ensemble du **droit international public**
› Maîtrise des grands enjeux de la **régulation du numérique** et de l'**Intelligence Artificielle**
› Maîtrise du **raisonnement juridique**
› Ouverture vers des **disciplines voisines** (droit européen, droit international privé…)
› Acquisition des compétences propres à l'**écriture scientifique**
› **Management** et travail en équipe
› **Anglais** comme langue de travail indispensable à la carrière internationale
› Préparation aux **recrutements internationaux**

CHIFFRES CLÉS

20	étudiants par promotion
2	langues de travail
4	programmes d'échanges internationaux
144	heures de cours en anglais en master 2

ATOUTS DE LA FORMATION

Rayonnement international de l'équipe pédagogique

L'équipe pédagogique est composée d'**enseignants-chercheurs à fort rayonnement scientifique** issus de l'Université Grenoble Alpes, de **professeurs invités d'universités étrangères réputées**, de **chercheurs de l'INRIA** ainsi que de nombreux **professionnels** ayant des responsabilités dans les grandes organisations internationales (Organisation des Nations Unies, Cour pénale internationale, Agence des Nations Unies pour les réfugiés…), la société civile, le secteur public (Ministère de la justice, Ministère des armées, Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information…) et le secteur privé (entreprises de sécurité et de défense). Plusieurs cours sont ainsi assurés en binôme afin de proposer aux étudiants des regards croisés mêlant **approche théorique et pratique**.

Environnement scientifique de pointe

La formation bénéficie des apports scientifiques de quatre institutions scientifiques réputées internationalement. Adossée au **Centre d'Études sur la Sécurité Internationale et les Coopérations Européennes** (CESICE), la formation est aussi affiliée au ***Grenoble Alpes Cyber-Security Institute***, à la ***Chaire Legal and Regulatory Implications of Artificial Intelligence*** du MIAI et au ***Grenoble Alpes Data Institute***. Les étudiants sont ainsi pleinement associés aux activités et **manifestations scientifiques** organisées chaque année et bénéficient des **stages** proposés par ces institutions. Ils peuvent ainsi échanger directement avec des professionnels et des chercheurs du monde entier et constituer progressivement leur **réseau professionnel**.

Formation professionnalisante, internationalisée et bilingue

› Possibilité d'un **cursus bilingue français-anglais** avec 144h de cours en anglais. Les étudiants ont aussi la possibilité de rédiger leur mémoire/rapport de stage en anglais

› Partenariats avec des universités étrangères permettant de faire un **second semestre à l'étranger** (à Kobé au Japon ; à Padova en Italie ; à Bruxelles en Belgique) ou être en **double diplôme** (à Moscou en Russie)

› Un séminaire en anglais entièrement dédié à l'**insertion professionnelle internationale**

› Une formation en prise avec l'**actualité du droit international** et les nouveaux viviers de la professionnalisation

› Échanges réguliers avec les différents **acteurs du droit international**

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Droit international fondamental
Droit international public (32h CM / 13h30 TD)
Droit international économique (24h CM)
Droit international pénal (24h CM)

UE 2 - Droit international complémentaire
Protection internationale et européenne des droits de l'Homme (24h CM)
Droit international privé (32h CM)

UE 3 - Matières d'ouverture
Contentieux de l'UE (24h CM)
Negociating in the EU - theoretical approaches (12h CM)

Semestre 2

UE 1 - Droit international fondamental
Droit des organisations internationales (24h CM)
Droit de la sécurité internationale et droit humanitaire (24h CM)
Histoire du droit international et européen (18h CM)
Actualité et pratique du droit international (20h TD)

UE 2 - Droit international complémentaire
Droit de la CEDH (24h CM)
Espace de liberté, sécurité et justice (24h CM)
Droit des étrangers et de l'asile (24h CM)
Droit du numérique - approche comparée internationale et européenne (24h CM)

UE 3 - Matières d'ouverture
Régime international de lutte contre les changements climatiques (12h CM)
Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Droit international approfondi
Obligations et responsabilité internationale (24h CM)
Méthodologie du droit international (18h CM)

UE 2 - Règlement des différends et sécurité internationale
Jus contra Bellum (24h CM)
Droit du contentieux international (24h CM)

UE 3 - Séminaires d'ouverture
Droit de l'Union Européenne - Institutions, Normes, Politiques ou
Private International Law (12h CM)

UE 4 - Nouveaux défis du droit international
Artificial Intelligence - From Ethics to Rules (18h CM)
Cybersécurité - Acteurs, Gouvernance, Régulation (24h CM)

Semestre 4

UE 1 - Organisations internationales et négociations
International Organisations - Current Affairs (12h CM)
Playing the UN - Theory and Practice of International Negotiations (12h CM)
International Careers & Multicultural Intelligence (12h CM)

UE 2 - Droit international matériel
Data Protection and Privacy (24h CM)
Droit des espaces et protection de l'environnement (18h CM)

UE 3 - Permanence et mutations du droit international
Advanced International and European Human Rights Law (18h CM)
Ethno-political conflicts & International Law (24h CM)
Jus in Bello - Droit des conflits armés ou
The EU as an external actor (12h CM)

UE 4 - Stage et Mémoire
Stage et Mémoire (travail personnel des étudiants)

CONDITIONS D'ACCÈS

La **maîtrise de langues étrangères** et surtout de l'anglais est demandée. Les mobilités significatives d'un **investissement à l'international** (ERASMUS, stages…) sont un atout.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

› **Organisations internationales** (ONU, OCDE, OTAN, Conseil de l'Europe, INTERPOL …)
› **ONG** (Comité international de la Croix-Rouge, Greenpeace, Amnesty International…)
› **Juridictions pénales internationales et internationalisées**
› **Carrières diplomatiques et dans les grands organismes publics**
› **Cabinets d'avocats internationaux**
› **Divisions juridiques de firmes multinationales**
› **Fonctions de Délégué à la Protection des Données** (DPO); consultant juridique en cybersécurité et Intelligence Artificielle
› **Acteurs de la coopération internationale** (collectivités publiques…)
› **Enseignement-recherche**
› ***Think-Tank* & carrière dans des instituts de recherche**

CONTACTS

Responsable pédagogique :
M. Théodore CHRISTAKIS, Professeur de droit public

Scolarité du master :
droit-master-CJNI@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 26

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr

MASTER SÉCURITÉ INTERNATIONALE, CYBERSÉCURITÉ ET DÉFENSE

INTERNATIONAL SECURITY, CYBERSECURITY AND DEFENSE

MENTION DROIT INTERNATIONAL

Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier) | Diplôme niveau Bac + 5 | Site de Grenoble (ouverture possible à l'international) | Capacité d'accueil limitée | Formation initiale, continue ou à distance*

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Sécurité internationale, cybersécurité et défense vise à **former en français et en anglais des spécialistes de haut niveau** ayant une vision globale des enjeux de la **sécurité internationale** et de la **défense** dans les domaines **juridiques**, **économiques**, **politiques, militaires** ainsi que dans le domaine des **nouvelles technologies** (cybersécurité, sécurité des données, intelligence artificielle) et du **renseignement**.

S'appuyant sur des **méthodes pédagogiques stimulantes**, la formation favorise les jeux de rôle (ex. *BattleLabRens*), les consultations et les négociations internationales. Résolument tournée vers l'**insertion professionnelle**, la formation s'appuie sur un **enseignement pluridisciplinaire** faisant appel à de nombreux **experts internationaux** en prise avec les évolutions de la sécurité internationale afin de permettre à ses diplômés de se projeter dans une **carrière internationale en France ou à l'étranger**, dans le secteur public comme privé, y compris dans les métiers relatifs à la cybersécurité.

COMPÉTENCES VISÉES

› Maîtrise des enjeux contemporains de la **sécurité internationale**
› Maîtrise des enjeux de la **cybersécurité** et de l'**Intelligence Artificielle**
› Acquisition des **réseaux professionnels** dans le domaine de la sécurité et de la défense
› Préparation aux **recrutements internationaux**
› Pénétration des **réseaux de recherche** dans le domaine de la sécurité
› **Anglais** comme langue de travail indispensable à une carrière internationale
› **Management** et travail collaboratif

CHIFFRES CLÉS

20	étudiants par promotion
2	langues de travail
3	programmes d'échanges internationaux
120	heures de cours en anglais en master 2

ATOUTS DE LA FORMATION

Rayonnement international de l'équipe pédagogique

L'équipe pédagogique est composée d'**enseignants-chercheurs à fort rayonnement scientifique** issus de l'Université Grenoble Alpes, de **professeurs invités d'universités étrangères réputées**, de **chercheurs de l'INRIA** ainsi que de nombreux **professionnels** ayant des responsabilités dans les grandes organisations internationales (Organisation des Nations Unies, Cour pénale internationale, Agence des Nations Unies pour les réfugiés…), la société civile, le secteur public (Ministère des armées, Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, Ministère de la justice…) et le secteur privé (entreprises de sécurité et de défense). Plusieurs cours sont ainsi assurés en binôme afin de proposer aux étudiants des regards croisés mêlant approche **théorique et pratique**.

Environnement scientifique de pointe

La formation bénéficie des apports scientifiques de quatre institutions scientifiques réputées internationalement. Adossée au **Centre d'Études sur la Sécurité Internationale et les Coopérations Européennes** (CESICE), la formation est aussi affiliée au ***Grenoble Alpes Cyber-Security Institute***, à la ***Chaire Legal and Regulatory Implications of Artificial Intelligence*** du MIAI et au ***Grenoble Alpes Data Institute***. Les étudiants sont ainsi pleinement associés aux activités et **manifestations scientifiques** organisées chaque année et bénéficient des **stages** proposés par ces institutions. Ils peuvent ainsi échanger directement avec des professionnels et des chercheurs du monde entier et constituer progressivement leur **réseau professionnel**.

Formation professionnalisante, internationalisée et bilingue

› Possibilité d'un **cursus bilingue français-anglais** avec 120h de cours en anglais. Les étudiants ont aussi la possibilité de rédiger leur mémoire/rapport de stage en anglais.

› Partenariats avec des universités étrangères permettant de faire un **second semestre à l'étranger** (à Kobé au Japon ; à Bruxelles en Belgique) ou être en **double diplôme** (à Moscou en Russie)

› Un séminaire en anglais entièrement dédié à l'**insertion professionnelle internationale**

› Une formation en prise avec l'**actualité de la sécurité internationale** et les nouveaux viviers de la professionnalisation

› Échanges réguliers avec les différents **acteurs de la sécurité internationale**

› Liens étroits avec le **monde de la défense**

* Retrouvez la fiche de présentation du master Sécurité internationale, cybersécurité et défense en enseignement à distance sur notre plaquette de formation dédiée à l'EAD (disponible en téléchargement sur notre site internet).

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Droit international fondamental
Droit international public (32h CM / 13h30 TD)
Droit international économique (24h CM)
Droit international pénal (24h CM)

UE 2 - Droit international complémentaire
Protection internationale et européenne des droits de l'Homme (24h CM)
Droit international privé (32h CM)

UE 3 - Matières d'ouverture
Contentieux de l'UE (24h CM)
Negociating in the EU - theoretical approaches (12h CM)

Semestre 2

UE 1 - Droit international fondamental
Droit des organisations internationales (24h CM)
Droit de la sécurité internationale et droit humanitaire (24h CM)
Histoire du droit international et européen (18h CM)
Actualité et pratique du droit international (20h TD)

UE 2 - Droit international complémentaire
Droit de la CEDH (24h CM)
Espace de liberté, sécurité et justice (24h CM)
Droit des étrangers et de l'asile (24h CM)
Droit du numérique - approche comparée internationale et européenne (24h CM)

UE 3 - Matières d'ouverture
Aeropolitical Affairs & Aviation Security (12h CM)
Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Fondamentaux de la Sécurité internationale et de la Défense
Économie de la sécurité internationale et de la défense (24h CM)
Jus contra Bellum (24h CM)

UE 2 - Nouveaux enjeux de la sécurité internationale
Cybersécurité - Acteurs, Gouvernance, Régulation (24h CM)
Data Security and Governance (12h CM)

UE 3 - Théories et pratiques de la sécurité internationale et de la Défense
Méthodologie de la recherche (18h CM)
Politique internationale de sécurité et de défense (24h CM)

UE 4 - Séminaires d'ouverture
DEUX COURS À CHOISIR PARMI :
Energies, environnement et défis sécuritaires (12h CM)
Defense Industry Policies & Export Control Dynamics (12h CM)
BattleLabRens - Pratique du renseignement (12h CM)

Semestre 4

UE 1 - Aspects juridiques et enjeux politiques de la Sécurité internationale et de la défense
Droit public interne de la défense (24h CM)
Jus in Bello - Droit des conflits armés (12h CM)

UE 2 - Acteurs de la sécurité internationale et de la défense
Playing the UN - Theory and Practice of International Negotiations (12h CM)
Security & Defense Professional Intelligence - Insertion & Perspectives (12h CM)
Complex Humanitarian Crisis Management and Negotiations with Armed Groups (12h CM)
Artificial Intelligence - Security, Governance and Regulation (12h CM)

UE 3 - La sécurité internationale et la défense en évolution
36H DE COURS À CHOISIR PARMI :
The EU as an External Actor (12h CM)
International Organisations - Current Affairs (12h CM)
Intelligence économique et sécurité (12h CM)
Ethno-Political Conflicts & International Law (24h CM)

UE 4 - Stage et Mémoire
Stage et mémoire (travail personnel des étudiants)

CONDITIONS D'ACCÈS

La **maîtrise de langues étrangères** et surtout de l'anglais est demandée. Les mobilités significatives d'un **investissement à l'international** (ERASMUS, stages…) et/ou les **expériences dans le domaine de la défense** sont un atout.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

› **Carrières dans les groupes industriels liées à la sécurité et à la défense**
› **Carrières militaires et dans le renseignement** (concours de commissaire des armées, officier sur titre...)
› **Carrières dans les domaines de la cybersécurité et de l'IA** (ANSSI, entreprises…)
› **Métiers de l'intelligence économique**
› **Métiers d'analyste**
› **Carrières diplomatiques et fonction publique**
› **Organisations internationales** (OTAN, OSCE, INTERPOL, ONU…)
› **Think-Tank & carrières dans des instituts de recherche spécialisés et carrières académiques**
› **Carrières diplomatiques**

CONTACTS

Responsable pédagogique :
Mme Karine BANNELIER-CHRISTAKIS, Maître de conférences en droit public

Scolarité du master :
droit-master-SICD@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 26

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr

MENTION DROIT DES LIBERTÉS

- Master Droits et histoire des droits de l'Homme ..... p. 32

MASTER DROITS ET HISTOIRE DES DROITS DE L'HOMME

MENTION DROIT DES LIBERTÉS

Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

Diplôme niveau Bac + 5

Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

Capacité d'accueil limitée

Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droits et histoire des droits de l'Homme vise à former, sur deux années, des **juristes spécialisés en droit des libertés**. Véritable formation spécialisée, le master est conçu pour donner aux étudiantes et étudiants les connaissances nécessaires pour **analyser les situations juridiques** mettant en jeu la garantie des droits, ainsi que pour **concevoir des stratégies de mise en œuvre**. Centrée sur la dimension juridique des droits de l'Homme, la formation appréhende celle-ci de manière **transversale**, afin de donner aux diplômés la capacité de s'adapter à la diversité et à l'évolution des situations auxquelles ils seront confrontés dans leur vie professionnelle.

La formation permet d'acquérir à la fois de **solides connaissances théoriques et historiques** (sur les processus de reconnaissance et de garantie des droits de l'Homme, sur les sources et le régime des droits et libertés) et des **connaissances pratiques** sur les mécanismes (contentieux ou non) permettant d'assurer la garantie des droits fondamentaux. Les cours consacrés aux **matières fondamentales** (destinés à acquérir la maîtrise des notions et des mécanismes du droit des libertés) sont ainsi complétés par des **enseignements complémentaires** permettant aux étudiantes et étudiants de donner à leur formation une orientation conforme à leur **projet professionnel** (droit pénal et pénitentiaire, droit international et européen des droits de l'Homme, droit des étrangers et de l'asile, environnement et droits de l'Homme…) et d'acquérir des **compétences préprofessionnelles**.

COMPÉTENCES VISÉES

Compétences préprofessionnelles :

› Acquérir et approfondir les savoirs fondamentaux en droit des libertés (histoire, théorie, systèmes de protection, corpus normatifs, régimes et mécanismes de protection)

› Maîtriser l'anglais appliqué aux droits de l'Homme

› Faire une recherche, rédiger un article selon les normes académiques

Compétences transversales :

› Travailler en équipe

› Monter un projet

› Développer une aisance à l'oral (simulation de procès, grand oral)

› Démarche clinique

› Approche pluridisciplinaire et examens transversaux

CHIFFRES CLÉS

30 étudiantes et étudiants par promotion

500 candidatures en M1

100% de réussite en M2 (année universitaire 2019-2020)

600 heures de formation sur 2 ans (avec 1 préparation au grand oral)

ATOUTS DE LA FORMATION

Équipe expérimentée et engagée

Dirigé par un professeur de droit public et un professeur d'histoire du droit, tous deux spécialistes des droits de l'Homme, le master Droits et histoire des droits de l'Homme s'appuie sur une équipe pédagogique composée d'enseignants-chercheurs en **droit privé**, **droit public** et **histoire du droit**, mais aussi de **praticiens spécialisés**, qui toutes et tous sont passionnés par la garantie des droits et libertés.

Avec une **expérience de plus de 30 ans** (la mention de master Droit des libertés est l'héritage d'une des plus anciennes formations en droits de l'Homme en France), ce master a formé de nombreux juristes exerçant en France ou à l'étranger.

Pédagogie diversifiée et professionnalisante

La formation repose sur l'association systématique d'un **enseignement pratique** et d'un **enseignement théorique**, **critique ou historique**, dans un champ donné. Une place privilégiée est donnée aux matières en lien avec les **enjeux contemporains** (droit et contentieux des étrangers, droit de l'asile, droit du changement et de la justice climatique, droit pénitentiaire, droit de la protection des données personnelles, droit des sexualités et du genre, droit pénal des mineurs…), qui sont éclairés par une **contextualisation historique et théorique**.

La **clinique des droits fondamentaux**, les **concours Cassin, Vedel** et les **stages** (facultatif en M1, obligatoire en M2) permettent une mise en situation professionnelle.

Environnement scientifique et professionnel stimulant

Adossé aux laboratoires de la Faculté de droit de Grenoble (CRJ, CESICE et CERDAP2), le master Droits et histoire des droits de l'Homme offre une **initiation progressive à la recherche**, grâce à des ateliers d'écriture et à la rédaction d'un mémoire de recherche (qui peut ouvrir vers la poursuite d'études en doctorat).

Les étudiantes et étudiants bénéficient également des **conseils des nombreux professionnels** qui interviennent en tant qu'enseignants ou conférenciers (avocats spécialisés, responsables d'associations, etc.).

Graduate school STEEN

Chaque année, les étudiantes et étudiants du master peuvent être sélectionnés au sein de la **Graduate school STEEN (« Sociétés en transitions économiques, écologiques et numériques»)**. Il s'agit d'un programme de recherche associant plusieurs masters de l'UGA qui propose une **approche interdisciplinaire** et une **initiation à la recherche**. Cela implique d'une part la **participation annuelle à un projet de recherche interdisciplinaire et collectif** (4 ECTS) et d'autre part la **participation aux deux écoles d'hiver/été par an** (2 ECTS).

Ce parcours de spécialisation permet aussi de candidater à des allocations doctorales dédiées.

PROGRAMME DE LA FORMATION

À noter : le programme présenté ci-dessous est celui de l'année universitaire 2022-2023. Il est en attente de vote à la CFVU. Le programme de l'année universitaire en cours (2021-2022) est disponible en téléchargement sur notre site internet.

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Matières fondamentales
Histoire de la protection internationale et européenne des droits de l'Homme (32h CM / 13h30 TD)
Protection internationale et européenne des droits de l'Homme (24h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Matières transversales
Fondements philosophiques des droits de l'Homme (24h CM)
Droit du contentieux administratif (32h CM)
Histoire du droit des étrangers et de l'asile (18h CM)

UE 3 - Matières de spécialité
Droit international pénal (24h CM)
AU CHOIX : Sciences administratives et politiques publiques (24h CM) OU Histoire des libertés - sécurité, répression et libertés individuelles (18h CM)

Bonification :
Clinique juridique

Semestre 2

UE 1 - Matières fondamentales
Contentieux constitutionnel (32h CM / 13h30 TD)
Droits des étrangers et de l'asile (24h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Matières transversales
Droit de la sécurité internationale & droit humanitaire (24h CM)*
Droit du numérique - approche comparée, internationale et européenne (24h CM)*
Droit de l'environnement et droits de l'Homme (12h CM)
Fondements historiques et philosophiques du droit de l'environnement (12h CM)

UE 3 - Matières de spécialité
Droit de la CEDH (24h CM)
AU CHOIX : Droit de l'UE des DF (24h CM) OU Droit pénal des mineurs (18h CM)

UE 4 - Professionnalisation
Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)
Conférences du master Droit des libertés

Bonification :
Méthodologie de la note de synthèse
Clinique juridique

* La participation à la Graduate school STEEN dispense de l'une de ces deux matières.

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Matières fondamentales
Histoire de la garantie des droits fondamentaux (24h CM)
Systèmes régionaux de protection des droits de l'Homme (24h CM)

UE 2 - Matières de spécialité
Anthropologie des droits de l'Homme (18h CM)
QPC et protection des libertés (18h CM)

UE 3 - Séminaires historiques & critiques
2 MATIÈRES AU CHOIX : Droit humanitaire - aspects historiques OU Droit des sexualités et du genre OU *Commons & Fundamental rights* - en anglais (12h CM)

UE 4 - Conférences, séminaires
Séminaire général collectif sur la mutation des droits fondamentaux (10h)

UE 5 - Professionnalisation
Anglais - *English for human rights* (12h CM)
AU CHOIX : Atelier recherche - préparation journée d'étude RDLF (6h TD) OU Atelier contentieux - concours de plaidoirie (18h TD)

Semestre 4

UE 1 - Matières fondamentales
Contentieux des étrangers et de l'asile (24h CM)
Droit pénal et garantie des droits - perspectives historiques (24h CM)

UE 2 - Matières de spécialité
Contentieux administratif et droits fondamentaux (18h CM)*
Garantie des droits fondamentaux & procédure pénale (18h CM)*

UE 3 - Séminaires contentieux
2 MATIÈRES AU CHOIX : Contentieux pénitentiaire OU Contentieux de la nationalité OU Justice climatique (12h CM)

UE 4 - Conférences, séminaires
Séminaire général collectif sur la mutation des droits fondamentaux (10h)
AU CHOIX : Atelier recherche (3h TD) ou Atelier contentieux - concours de plaidoirie Vedel (QPC) (15h TD)

UE 5 - Professionnalisation
Anglais - *English for international organizations* (12h CM)
Montage et gestion de projet (12h CM)
Voyages d'études *(sous réserve)*
Mémoire de recherche OU Rapport de stage OU Clinique juridique

* La participation à la Graduate school STEEN dispense de l'une de ces deux matières.

CONDITIONS D'ACCÈS

Le master est accessible (sur sélection) aussi bien aux **juristes** titulaires d'une licence en droit (profil généraliste, publiciste, privatiste, pénaliste, internationaliste ou européaniste) qu'aux **politistes** titulaires d'un diplôme équivalent (bachelor d'IEP).

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

› **Carrières dans les organisations de protection des droits de l'Homme**, tant internationales (ONU, Conseil de l'Europe, OING) que nationales (ONG, CNCDH, Défenseur des droits, CGLPL, particulièrement dans le domaine du droit des étrangers et du droit d'asile)

› **Concours de la fonction publique** (magistrature, concours de l'administration pénitentiaire, de la PJJ, de la police, etc.)

› **Examen d'entrée à l'École d'avocat** (avec notamment une préparation à la note de synthèse et au grand oral)

› **Doctorat en droit** (droits de l'Homme, histoire du droit) en vue de préparer les concours de recrutement des enseignants-chercheurs

CONTACTS

Responsables pédagogiques :
M. Serge SLAMA, Professeur de droit public
M. Martial MATHIEU, Professeur d'histoire du droit

Scolarité du master :
droit-master-libertes@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 25

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr

MENTION DROIT PÉNAL ET SCIENCES CRIMINELLES

- Master Droit pénal et sciences criminelles ..... p. 36

MASTER DROIT PÉNAL ET SCIENCES CRIMINELLES

MENTION DROIT PÉNAL ET SCIENCES CRIMINELLES

Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

Diplôme niveau Bac + 5

Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

Capacité d'accueil limitée

Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit pénal et sciences criminelles permet aux étudiants une **spécialisation progressive** dans les différents domaines de la **matière répressive**, tout en préservant un **caractère généraliste** nécessaire à une **formation juridique complète**. En 1ère année, les **matières pénales fondamentales** (droit pénal spécial des personnes, des biens et des affaires, droit de la sanction pénale, droit pénal des mineurs…) ou complémentaires (droit international pénal, criminologie, histoire du droit pénal…) côtoient ainsi les **matières juridiques complémentaires** (droit processuel, droit de la CEDH, droit des contrats spéciaux, droit international privé…) pour offrir aux étudiants la meilleure **couverture des programmes des épreuves des principaux concours et examens juridiques et judiciaires**. En 2ème année, les différentes disciplines de droit pénal font l'objet d'approfondissements et d'une mise en pratique accrue. La spécialisation se poursuit ainsi, tout en favorisant l'**acquisition de connaissances techniques dans des domaines aux frontières du droit et de la science**.

La formation offre aux étudiants l'ensemble des prérequis pour se présenter aux épreuves des examens ou concours d'accès à la **magistrature**, au **barreau**, ainsi qu'aux divers métiers de la **police**, de la **gendarmerie**, de l'**administration pénitentiaire** ou de la **protection de la jeunesse** notamment. Elle permet également aux étudiants qui souhaitent faire une **carrière universitaire** d'avoir une première expérience de la recherche à travers la rédaction d'un mémoire. Dans ce dessein, la formation mêle **exercices classiques** (dissertation juridique, commentaires de textes, cas pratiques...) et **travaux à visée professionnalisante** (étude de dossiers judiciaires, élaboration de veilles documentaires ou rédaction de rapports, présentation orale, participation à des reconstitutions de procès). L'accent est mis sur les **interactions avec les milieux professionnels** afin de permettre aux étudiants de préparer au mieux leur insertion future. Les deux années de master tendent en outre à assurer la **continuité de l'apprentissage d'une langue vivante étrangère** pour offrir aux étudiants un niveau satisfaisant d'anglais juridique.

COMPÉTENCES VISÉES

› Bon niveau de **culture juridique générale**

› Connaissances approfondies en **droit pénal et sciences criminelles**

› Maîtrise de la **recherche documentaire** et de l'exercice de **veille juridique**

› Capacité à conduire et à développer une **analyse juridique**

› Aptitude à mener une **réflexion critique et prospective**

› Capacité de **synthèse**

› Maîtrise des **méthodes d'exposé écrit et oral**

› Niveau satisfaisant en **anglais**

CHIFFRES CLÉS

22	étudiants par promotion
90 à 95%	de taux de réussite
6	semaines de stage minimum
40	heures de cours assurées par des professionnels

ATOUTS DE LA FORMATION

Équipe pédagogique

L'équipe pédagogique est composée d'enseignants-chercheurs issus principalement de la Faculté de droit de Grenoble, dont de nombreux **spécialistes de la matière pénale**, ainsi que de **praticiens provenant d'horizons divers**.

À titre d'exemple, pour l'année universitaire 2021-2022, interviennent dans le master A. JURAMY (magistrate), D. DREYFUS et T. GAUTHIER (avocats), F. PAYSANT ou V. SCOLAN (Professeurs de médecine légale).

Environnement scientifique

L'adossement du master Droit pénal et sciences criminelles au **Centre de Recherche Juridiques** (CRJ - EA 1965) offre aux étudiants l'opportunité d'accéder aux principales **manifestations scientifiques** en lien avec la matière répressive.

La formation entretient également des liens privilégiés avec le **Tribunal judiciaire** et la **Cour d'appel de Grenoble** ainsi qu'avec le **service de Médecine Légale et de Toxicologie** (Centre Hospitalier Universitaire de Grenoble), rattaché à la Faculté de médecine (Université Grenoble Alpes).

Qualité de la formation

« Suivre ce master m'a permis de renforcer mes acquis dans les matières pénales fondamentales et de découvrir de nouvelles disciplines qui sont des atouts supplémentaires et valorisés dans la sphère professionnelle. La proximité des enseignants et les effectifs réduits favorisent la communication ainsi que le travail de groupe. L'intervention de nombreux professionnels de qualité permet également de créer des contacts et ouvre des opportunités de stage. Enfin, l'élaboration d'un mémoire et la réalisation d'un stage complètent la préparation aux différents concours et constituent une transition parfaite vers le monde professionnel ».

Frédéric LESTANG (promotion 2017-2018), avocat.

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Matières pénales fondamentales
Droit pénal des personnes (32h CM / 13h30 TD)
Droit de la sanction pénale (24h CM)

UE 2 - Matières pénales complémentaires
Histoire des libertés - sécurité, répression et libertés individuelles (18h CM)
Droit international pénal (24h CM)
Pratique pénale (13h30 séminaire)

UE 3 - Matières juridiques complémentaires
Droit international privé (32h CM)
Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM)

Semestre 2

UE 1 - Matières pénales fondamentales
Droit pénal des biens et des affaires (32h CM / 13h30 TD)
Droit pénal des mineurs (18h CM)

UE 2 - Matières pénales complémentaires
Criminologie (24h CM)
Droit pénal de l'environnement (12h CM)
Pratique pénale (13h30 séminaire)

UE 3 - Matières juridiques complémentaires
Droit de la CEDH (24h CM)
Droit des sûretés (32h CM)
Droit processuel (24h CM)
Anglais juridique (27h TD)

UE 4 - Professionnalisation
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Droit pénal approfondi
Droit pénal général (24h CM)
Droit pénal spécial - personnes et biens (36h CM)

UE 2 - Droit pénal international
Droit pénal européen et international (12h CM)
Droit pénal international appliqué - concours de plaidoirie Claude Lombois (12h CM)

UE 3 - Droit pénal comparé
Droit pénal comparé - le système anglo-saxon (12h CM)
Anglais juridique - regards sur le système américain (12h CM)

UE 4 - Professionnalisation et recherche
Maîtrise de la présentation orale
Méthodologie de la recherche (6h CM)

Semestre 4

UE 1 - Procédure pénale approfondie
Droit du procès pénal (24h CM)
Droit pénal appliqué - études de dossier (24h CM)
Droit de la preuve pénale (12h CM)

UE 2 - Droit de la peine
Droit approfondi de l'exécution des peines (24h CM)
Histoire de la peine et de la pensée pénale (12h CM)

UE 3 - Sciences criminelles appliquées
Criminologie appliquée (12h CM)
Police scientifique et médecine légale (12h CM)

UE 4 - Professionnalisation et recherche
Mémoire ou Rapport ou Clinique juridique (6h CM)
Stage

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

› **Métiers du droit et de la justice accessibles directement :** juriste d'entreprise, juriste « recherche et développement », consultant, assistant juridique, métiers de l'aide aux victimes.

› **Métiers du droit et de la justice accessibles après un concours ou un examen :** magistrat, avocat, métiers de la police nationale, de la gendarmerie nationale, de l'administration pénitentiaire (AP ou SPIP) et de la protection judiciaire de la jeunesse.

› **Recherche :** enseignement-recherche (thèse et concours de recrutement), carrières de la recherche dans les instituts spécialisés.

CONTACTS

Responsables pédagogiques :

Mme Stéphanie FOURNIER, Professeur de droit privé

Mme Anne-Gaëlle ROBERT, Maître de conférences en droit privé

Scolarité du master :

droit-master-penal@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 27

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr

MENTION DROIT PRIVÉ

- Master Droit des personnes et de la famille ..... p. 40
- Master Droit des contrats et du patrimoine ..... p. 42

MASTER DROIT DES PERSONNES ET DE LA FAMILLE

MENTION DROIT PRIVÉ

Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

Diplôme niveau Bac + 5

Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

Capacité d'accueil limitée

Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit des personnes et de la famille a pour objectif de consolider les compétences dans les matières fondamentales du **droit privé** et d'approfondir les matières du **droit des personnes et de la famille**. Il offre aux étudiants une **formation solide dans ces matières**, dans leurs aspects tant extrapatrimoniaux que patrimoniaux.

Les cours proposés combinent **droit substantiel** et **mécanismes du contentieux**. Les étudiants suivent, en effet, des cours généraux et des cours spécifiques en **procédure civile** et en **droit de la preuve**, leur permettant d'acquérir une **vision transversale** nécessaire à leur **insertion professionnelle**.

L'objectif est donc l'acquisition de **compétences théoriques, mais également pratiques** pour la gestion contentieuse ou non contentieuse de situations dans le domaine du droit des personnes et de la famille. Pour ce faire, des **exercices pratiques** sont proposés par des **professionnels**. Grâce au **nombre restreint d'étudiants** par promotion (20), l'enseignement peut être réellement **interactif** et l'**accompagnement individualisé**.

COMPÉTENCES VISÉES

› Maîtrise des **matières fondamentales du droit privé**
› Connaissance approfondie, théorique et pratique, du **droit des personnes et de la famille**
› Maîtrise du **contentieux judiciaire afférent** (preuve et procédure)
› **Résolution amiable des litiges**
› Maîtrise de matières fondamentales pour la **préparation des concours ou examens post M2** (ENM, CRFPA, PJJ, etc.)
› Capacité à mener un **travail de recherche** sur une question juridique et à **présenter des conclusions**, écrites ou orales, selon des normes formelles exigeantes
› **Travail en équipe** (exposés, projet de promotion)

CHIFFRES CLÉS

20	étudiants par promotion
715	heures de formation sur 2 ans
30	matières enseignées sur 2 ans
2 à 6	mois de stage

ATOUTS DE LA FORMATION

Équipe pédagogique

Les enseignements sont assurés, pour partie, par des **universitaires dont les recherches portent précisément sur les matières enseignées**. Plus généralement, le master est adossé au **laboratoire CRJ** (Centre de recherches juridiques), dont l'un des principaux axes est « Justice, société et libertés ». Les étudiants bénéficient donc d'un **accès privilégié aux projets menés par le laboratoire**.

D'autres enseignements sont dispensés par des **professionnels en exercice** : juristes (avocats, magistrats) mais aussi médecins, cadres de la direction enfance-famille du Conseil départemental, mandataire judiciaire à la protection des majeurs, etc.

Accès aux professions judiciaires

Marion AUGER est issue de la promotion 2016-2017. Alors en prépa ENM à Bordeaux, elle écrivait : *« Les cours de droit de la famille que l'on a eus, ont dégagé les grandes perspectives que l'on nous demande d'assimiler cette année sur les droits patrimoniaux et extra patrimoniaux, je me rends compte qu'il y a finalement peu de notions qu'il me reste à préciser. Nous avons donc une bonne avance sur le programme de droit civil. Le cours de procédure du droit de la famille et l'exercice final ont permis de ficher dans l'optique des cas pratiques là encore suffisant pour les attentes du concours ».*

Marion AUGER a réussi le concours de la magistrature en 2019.

Accompagnement au projet professionnel

Les étudiants sont guidés dans l'**élaboration de leur projet professionnel** dans le cadre de **séances spécifiquement dédiées**.

› Certaines sont destinées à **perfectionner leurs techniques de recherche de stage et d'emploi**, jusqu'à les mettre en œuvre dans le cadre d'un ***stage dating.***

› D'autres consistent dans la **rencontre avec des professionnels** : avocats et magistrats mais également de nombreux professionnels qui oeuvrent dans le domaine du droit des personnes et de la famille mais dont les métiers sont méconnus (Protection judiciaire de la jeunesse ; Département ; secteur associatif, etc.).

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Droit civil I
Droit des régimes matrimoniaux (32h CM / 13h30 TD)
Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM)

UE 2 - Justice I
Droit international privé (32h CM)
Histoire de la justice (24h CM)

UE 3 - Matière de spécialité
Droit pénal des personnes (32h CM / 13h30 TD)

Semestre 2

UE 1 - Droit civil II
Droit des successions et des libéralités (32h CM / 13h30 TD)
Droit des sûretés (32h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Justice II
Droit processuel (24h CM)
Droit de la CEDH (24h CM)
Droit international privé approfondi (24h CM)

UE 3 - Matières de spécialité
Droit du travail - relations individuelles (24h CM))
Histoire du droit de la famille (18h CM)
Droit pénal des mineurs (18h CM)

UE 4 - Professionnalisation
Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Personnes et vulnérabilités
Protection de l'enfance (14h CM)
Protection des majeurs (14h CM)
Protection des malades (14h CM)
Politiques sociales (14h CM)

UE 2 - Famille et relations personnelles
Sources du droit de la famille (12h CM)
Grandes notions du droit de la famille (24h CM)
Séminaire maltraitances au sein de la famille (8h CM)
DIP des relations personnelles (10h CM)
Famille et relations personnelles - en anglais (12h CM)

UE 3 - Personnes, famille et procédure I
Actualités de la procédure civile (14h CM)
Pratique de la procédure civile - simulation de procès (12h CM)
Droit de la preuve dans le contentieux familial (18h CM)

Semestre 4

UE 1 - Famille et patrimoine
Droit patrimonial des couples (14h CM)
Transmissions familiales (12h CM)
Techniques liquidatives (10h CM)
DIP des relations patrimoniales (10h CM)

UE 2 - Personnes, famille et procédure II
Contentieux des personnes et de la famille (24h CM)
Justices comparées - en anglais (12h CM)

UE 3 - Méthodologie et insertion professionnelle
Méthodologie de la recherche juridique (4h CM)
Exercice de recherche juridique
Préparation au grand oral (6h CM)
Conférences de professionnels invités (16h CM)
Stage

À noter : la participation à un **projet de promotion** ou à la **clinique juridique** est une option donnant lieu à des points de bonification

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

En consolidant les connaissances dans les matières fondamentales du droit privé et en offrant une spécialisation en droit des personnes et de la famille, ce master offre de **nombreux débouchés**. Il prépare notamment aux métiers ou fonctions suivants :

› **Professions judiciaires telles que magistrat, avocat ou greffier**
› **Mandataire judiciaire à la protection des majeurs**
› **Responsable des services juridique et contentieux dans les établissements de soins et d'accueil ou dans l'administration étatique ou territoriale**
› **Responsable d'association, entreprise, service d'aide à la personne**
› **Responsable d'association d'accompagnement et de soutien aux personnes vulnérables**
› **Gestionnaire de patrimoine, dans une étude notariale ou dans les secteurs de la banque ou de l'assurance**
› **Cadre de l'action sociale**
› **Directeur d'établissement accueillant des mineurs**

Ce master permet aussi la **poursuite des études en doctorat**.

CONTACTS

Responsable pédagogique :
Mme Anne-Sophie BRUN-WAUTHIER, Maître de conférences en droit privé

Scolarité du master :
droit-master-DPF@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 27

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr

MASTER DROIT CIVIL DES CONTRATS ET DU PATRIMOINE

MENTION DROIT PRIVÉ

Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

Diplôme niveau Bac + 5

Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

Capacité d'accueil limitée

Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit civil des contrats et du patrimoine est à la croisée de **deux grands domaines juridiques** : le **droit civil** et le **droit des affaires**. Il a pour objectif de transmettre des connaissances approfondies dans ces deux domaines, pour former des étudiants qui se destinent aux **secteurs porteurs** que sont les **professions judiciaires** (avocat, magistrat) et celle de **juristes d'entreprise**.

La **première année** permet de finaliser la **formation fondamentale des juristes en droit privé**, fondée sur l'équilibre entre les cours et les TD. La **seconde année** est consacrée à la **spécialisation** (approfondissement) et à la **professionnalisation**.

La promotion, composée de **20 étudiants**, permet d'offrir un **enseignement en groupe et personnalisé**. La pédagogie est axée sur des **séminaires**, des **exercices pratiques dirigés par des professionnels** (simulation de procès, rédaction de contrats, pratique du règlement amiable). Les étudiants sont également sensibilisés aux **innovations les plus récentes de numérisation de la justice** et aux **nouveaux outils de connaissances du droit** (justice prédictive) en participant à un **projet pédagogique de traitement informatique du contentieux**. La formation s'achève par un **stage de 2 à 6 mois** dans différents secteurs : **juridictions, cabinets d'avocats, entreprises, associations.**

COMPÉTENCES VISÉES

› Acquérir un niveau de compétence approfondi dans tous les domaines du **droit des contrats et du patrimoine**
› Développer ses **capacités d'exposé oral et rédactionnelles** (mémoire)
› Maîtriser les **techniques contractuelles** (rédaction des clauses et contrats)
› S'initier à la **rédaction de conclusions, de jugements, à la plaidoirie**
› Se préparer aux **concours des professions judiciaires**
› Préparer son **insertion en entreprise** (stage, entraînement aux entretiens d'embauche)
› Découvrir les **relations entre droit et nouvelles technologies**
› S'initier aux **outils numériques d'analyse du droit**

CHIFFRES CLÉS

20	étudiants par promotion
600	heures de formation sur 2 ans
32	matières enseignées sur 2 ans
95 à 100%	de taux de réussite

ATOUTS DE LA FORMATION

L'équipe pédagogique

L'équipe pédagogique est composée d'**universitaires spécialistes de la Faculté de droit de Grenoble**. Les enseignements qu'ils dispensent sont en lien avec leurs activités de recherche et avec les **connaissances les plus pointues et innovantes** dans leur discipline.

L'équipe universitaire est renforcée par des **professionnels, issus de la magistrature, du barreau ou encore des juristes d'entreprise.**

Le programme de formation est également construit pour permettre la réussite des **concours des métiers de la justice**. La plupart des enseignants du master participent aussi aux **formations de l'Institut d'études judiciaire** (IEJ).

La professionnalisation

Le programme du master est construit pour **préparer en deux ans le projet de professionnalisation de chaque étudiant** de la promotion. Au cours de la première année, les étudiants complètent leur formation avec les **enseignements fondamentaux** qui leur manquent. La deuxième année leur permet d'acquérir des **connaissances spécialisées**, de **développer des compétences professionnelles**, de **réaliser des travaux en équipe**, de **rédiger des actes juridiques** (contrats, conclusions, jugements), **des exposés, un mémoire,** et de **se préparer à exercer un métier** (stage).

L'innovation

Le master propose des **enseignements innovants uniques.** Certaines matières, comme le **droit de la preuve**, ou les **techniques contractuelles**, sont totalement nouvelles dans le cursus des étudiants et elles sont **très peu enseignées**. Certains des **meilleurs spécialistes** de ces matières enseignent à la Faculté de droit de Grenoble et dispensent un **enseignement unique** qui constitue une **valeur ajoutée** dans le parcours des étudiants.

Par ailleurs, l'avenir du droit et de la justice passe par la **maîtrise des outils numériques**. Le master offre une **formation unique en France, à la compréhension et à la prise en main de ces outils**.

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Droit du patrimoine
Droit des régimes matrimoniaux (32h CM / 13h30 TD)
Aspects fondamentaux de la propriété industrielle (32h CM)

UE 2 - Droits des contrats spéciaux
Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM / 13h30 TD)
Droit de la construction (24h CM)
Droit des assurances (24h CM)
Droit international privé (32h CM)

Semestre 2

UE 1 - Droit civil spécialisé
Droit des successions et libéralités (32h CM / 13h30 TD)
Droit des suretés (32h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Droit des affaires spécialisé
Droit des sociétés (32h CM)
Droit du marché - concurrence, distribution et consommation (32h CM)
Droit du travail - relations individuelles (24h CM)
Droit des entreprises en difficultés (24h CM)

UE 3 - Professionnalisation
Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Théorie générale des obligations
Théorie générale du contrat (24h CM)
Droit de la responsabilité civile approfondi (24h CM)

UE 2 - Techniques contractuelles
Techniques des contrats d'affaires (12h CM)
Droit des contrats internationaux (18h CM)
Theory of Common Law of Contracts - en anglais (12h CM)

UE 3 - Contentieux civil
Procédures civiles spéciales (12h CM)
Pratique de la procédure - simulation de procès (12h CM)
Grands principes du droit de la preuve (10h CM)
Preuve des contrats et des obligations (14h CM)

Semestre 4

UE 1 - Droit des obligations et nouvelles technologies
Intelligence artificielle et droit des obligations - techniques numériques au service du droit (18h CM)
Contrats électroniques et de consommation (12h CM)
Contrats sur la recherche et l'innovation (12h CM)

UE 2 - Droit du patrimoine
Droit des biens approfondi (24h CM)

UE 3 - Paiements et exécutions
Titres exécutoires (12h CM)
Techniques de paiement des créances (12h CM)
Techniques de droit civil dans les procédures collectives (12h CM)

UE 4 - Méthodologie et insertion professionnelle
Méthodologie de la recherche (4h CM)
Conférences de professionnels invités (10h CM)
Insertion professionnelle
Mémoire de recherche - dossier de recherche
Stage
Anglais juridique (12h CM)

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

Grâce à la diversité de ses enseignements et au caractère transversal du droit des contrats et du patrimoine, le master offre des débouchés très larges :

› **Professions judiciaires : magistrat, avocat**
› **Juriste en entreprise : rédaction de contrats / services contentieux**
› **Compagnies d'assurance**
› **Secteur bancaire : juriste spécialisé en droit du patrimoine**
› **Directeur d'un département juridique (entreprise, administration, association)**
› **Métiers du notariat**

CONTACTS

Responsable pédagogique :
M. Etienne VERGÈS, Professeur de droit privé

Scolarité du master :
droit-master-DCP@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 27

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr

MENTION JUSTICE, PROCÈS, PROCÉDURES

- Master Justice, procès, procédures ..... p. 46

MASTER JUSTICE, PROCÈS, PROCÉDURES

MENTION JUSTICE, PROCÈS, PROCÉDURES

Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

Diplôme niveau Bac + 5

Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

Capacité d'accueil limitée

Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Justice, procès, procédures vise, en premier lieu, à former les étudiants qui se destinent aux **professions de la justice**, en leur apportant les connaissances nécessaires pour **se préparer aux concours d'accès à ces professions** (magistrat, greffier, greffier en chef, avocat, commissaire de justice…). Il propose, en second lieu, une formation pratique à **vocation professionnelle immédiate** dans les domaines du **contentieux** (civil, pénal, commercial) et des **procédures d'exécution** permettant aux étudiants d'accéder rapidement à des **professions variées** (mandataire et administrateur judiciaire, juriste dans les services contentieux, juriste-assistant…).

Les étudiants qui suivent cette formation peuvent ainsi consolider leurs connaissances dans les **matières fondamentales du droit privé** (civil, pénal, commercial, travail…) et acquérir des compétences approfondies en matière de **justice et de procédures** (procédures pénale, civile et commerciale ; droit processuel ; droit de la preuve…). Des **approches pluridisciplinaires autour de la justice** (histoire de la justice ; justices comparées ; enjeux de la justice contemporaine : numérisation de la justice, justice prédictive...) sont également développées.

La pédagogie de ce master est axée sur des **cours théoriques**, mais également sur des **exercices pratiques** (simulation de procès, concours de plaidoiries…) dirigés par de **nombreux professionnels de la justice** intervenant dans ce master (magistrats, huissiers de justice, avocats).

COMPÉTENCES VISÉES

› Obtenir des compétences approfondies dans **tous les domaines du droit privé et des procédures**

› Se préparer aux **concours des métiers de la justice**

› Étudier les **règlements amiables des litiges**

› Maîtriser la **phase d'exécution des décisions de justice**

› Développer ses **capacités d'exposé oral et écrit** (mémoire)

› Travailler l'**analyse de dossiers, l'élaboration de stratégies judiciaires et la prise de décisions**

› S'initier à la **rédaction d'actes de procédure, de conclusions, de jugements et à la plaidoirie**

› Préparer son **insertion en entreprise**

CHIFFRES CLÉS

20	étudiants par promotion
600	heures de formation pour 30 matières sur 2 ans
10	professionnels de la justice enseignants
95 à 100%	de taux de réussite
2 à 6	mois de stage

ATOUTS DE LA FORMATION

Équipe pédagogique

Les différents enseignements de ce master sont dispensés par des **universitaires spécialistes** mais également par des **professionnels expérimentés et représentatifs du monde judiciaire** (magistrats, avocats, huissiers de justice). Ces professionnels permettent aux étudiants de mettre en pratique leurs connaissances à travers des **cas concrets** (simulations de procès et concours de plaidoiries à partir de dossiers judiciaires), ce qui représente un véritable atout pour la **réussite aux concours des métiers de la justice**. De plus, certains enseignants du master participent également aux formations de l'**Institut d'études judiciaires** (IEJ).

Ancrage professionnel

Le programme du master est construit pour préparer en deux ans le **projet de professionnalisation** de chaque étudiant de la promotion.

En plus des enseignements théoriques, cette formation permet aux étudiants de développer des **compétences professionnelles**, de travailler en **équipe**, de rédiger des **actes de procédure, des conclusions, des jugements**, de s'entraîner à la **plaidoirie**, de participer à des **séminaires de recherche** avec des praticiens, de rédiger un **mémoire**, de s'initier au **travail de recherche juridique** et de se préparer à exercer un métier (**stage**).

Enseignements innovants

Certaines matières, récemment mises au programme des différents concours d'accès aux métiers de la justice, sont étudiées dans ce master, alors qu'elles ne le sont pas ou très peu dans les autres Facultés de droit. Il en est ainsi du **droit de la preuve**, matière fondamentale pour tous les acteurs de la justice. Ces enseignements spécifiques, assurés **en exclusivité dans ce master** par certains des **meilleurs spécialistes**, constituent une **forte valeur ajoutée** pour les étudiants.

Par ailleurs, ce master propose aux étudiants de s'initier aux **nouveaux outils numériques d'analyse des contentieux** et d'aborder ainsi les questions de **justice prédictive** qui constituent l'un des grands enjeux de la justice aujourd'hui.

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Droit civil I
Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM / 13h30 TD)
Droit des régimes matrimoniaux (32h CM)
Droit du paiement et du crédit (24h CM)

UE 2 -Justice I
Droit international privé (32h CM / 13h30 TD)
Histoire de la Justice (24h CM)

UE 3 - Matières de spécialité
Droit pénal des personnes (32h CM)

Semestre 2

UE 1 - Droit civil II et procédures
Droit des sûretés (32h CM)
Procédures civiles d'exécution (24h CM)

UE 2 - Justice II
Droit processuel (24h CM / 13h30 TD)
Droit de la CEDH (24h CM)

UE 3 - Matières de spécialité
Droit pénal des biens et des affaires (32h CM / 13h30 TD)
Droit du travail - relations individuelles (24h CM)
Droit des entreprises en difficulté (24h CM)

UE 4 - Matières annuelles
Anglais juridique (27h TD)
Professionalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Droit commun du procès
Grands principes du droit de la preuve civile et pénale (10h CM)
Droit processuel approfondi - droits fondamentaux du procès (24h CM)

UE 2 - Procédures civiles et pénales
Procédures civiles spéciales et modes alternatifs de règlement des litiges (12h CM)
Droit du procès pénal - procédure pénale approfondie (12h CM)
Pratique de la procédure civile / simulation de procès (12h CM)

UE 3 - Procédures d'exécution
Procédures civiles d'exécution (36h CM)
Mesures conservatoires (12h CM)
Titres exécutoires (12h CM)
Droit de l'exécution des peines (12h CM)

Semestre 4

UE 1 - Grands thèmes de la justice contemporaine
Justice prédictive - Justice numérique (12h CM)
Techniques probatoires (16h CM)
Actualité et réformes de la justice (12h CM)
Justices comparées - en anglais (12h CM)
Outils d'aide à la décision et pratiques juridictionnelles (8h CM)

UE 2 - Contentieux civil
Contentieux des personnes et de la famille (24h CM)
Contentieux des contrats et des obligations (18h CM)

UE 3 - Méthodologie et insertion professionnelle
Méthodologie de la recherche juridique (4h CM)
Conférences de professionnels invités (8h CM)
Exercice de recherche juridique - mémoire ou dossier de recherche
Insertion professionnelle
Stage
Grand oral
Anglais juridique (18h CM)

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

En consolidant les connaissances dans les matières fondamentales du droit privé et en offrant une spécialisation en matière de justice et de procédures, ce master offre de nombreux débouchés :

› **Professions judiciaires : magistrat, avocat, greffier, médiateur…**

› **Juriste dans les services contentieux des entreprises, des banques, des assurances, des bailleurs sociaux, des associations…**

› **Huissier / Commissaire de Justice**

› **Mandataire et administrateur judiciaire**

› **Juriste dans un cabinet de recouvrement**

› **Juriste-assistant**

Ce master permet aussi la **poursuite des études en doctorat**.

CONTACTS

Responsable pédagogique :
Mme Géraldine VIAL, Maître de conférences en droit privé

Scolarité du master :
droit-master-JPP@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 27

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr

MENTION DROIT NOTARIAL

- Master Droit notarial ..... p. 50

MASTER DROIT NOTARIAL

MENTION DROIT NOTARIAL

Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier) | Diplôme niveau Bac + 5 | Site de Grenoble | Capacité d'accueil limitée | Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit notarial appartient à une **filière règlementée qui conduit à la profession de notaire**. En effet, la deuxième année de master constitue en même temps la première année du **diplôme supérieur du notariat** (DSN). L'obtention du M2 donne **accès, de plein droit, à la poursuite du DSN** se déroulant sous forme de **quatre semestrialités** durant lesquelles l'étudiant est **notaire stagiaire** (V. art. 41 et s. du Décret du 5 juill. 1973).

Le master Droit notarial vise à **renforcer les connaissances fondamentales** de l'étudiant tout en commençant à le **familiariser avec la technique et la pratique notariale**. L'objectif est de donner à l'étudiant, dans tous les domaines concernant l'activité notariale, des **bases solides et complètes pour asseoir la poursuite de sa formation à travers les semestrialités**. La quasi-totalité des étudiants qui choisissent le master Droit notarial ont pour objectif **l'exercice de la profession de notaire**.

L'obtention du DSN permet aux étudiants de devenir **notaire assistant** et de pouvoir, pour ceux qui le souhaitent, solliciter ultérieurement leur **nomination comme notaire**.

COMPÉTENCES VISÉES

› Approfondissement ou acquisition des **savoirs juridiques correspondant à la fonction de notaire et aux métiers du patrimoine**

› Application de ces savoirs, notamment sous forme d'**initiation au conseil juridique**, d'**analyse de clauses d'actes**, de **liquidations de régimes matrimoniaux et de successions**, de **rédaction de consultations ou de mémoires**

CHIFFRES CLÉS

20	étudiants par promotion
95 à 100%	de taux de réussite
760	heures de formation sur deux ans
10	praticiens enseignants
2	mois de stage

ATOUTS DE LA FORMATION

Forte spécialisation

La formation offre un **haut degré de spécialisation** dans les disciplines indispensables à l'acquisition des compétences nécessaires à la profession de notaire. Les matières sont regroupées en trois thèmes qui correspondent aux **piliers de l'activité notariale : la famille, l'immeuble, le droit des affaires**. Des enseignements complémentaires sont assurés, par exemple, en **déontologie notariale** et en **gestion du patrimoine**. Une unité est dédiée à l'international avec des enseignements concernant le **droit international privé notarial** ainsi que des **cours d'anglais** axés sur la réception et la communication avec un client étranger. Cette **forte spécialisation** explique qu'aucun enseignement ne soit mutualisé avec d'autres M2. L'objectif de professionnalisation justifie que l'équipe enseignante soit composée de manière égalitaire par des **notaires** et des **universitaires**.

Partenariats solides

Le master Droit notarial s'appuie sur un **solide réseau d'anciens étudiants et de professionnels** principalement de la région Auvergne-Rhône-Alpes et de Paris, qui ont en commun les **valeurs d'excellence et de performance**. Plus précisément, le master bénéficie d'un partenariat avec le **Conseil régional de la Cour d'appel de Grenoble**. C'est ainsi qu'un Professeur associé, notaire au sein du Conseil régional de la Cour d'appel de Grenoble, effectue l'intégralité de son service d'enseignement au sein du master Droit notarial de la Faculté de droit de Grenoble. Forte de ces atouts, cette formation permet aux étudiants de **trouver rapidement un stage et un emploi à la mesure de leurs compétences**.

Témoignage étudiant

« Ayant comme objectif ultime de devenir notaire, la formation du master Droit notarial constituait la suite logique de mon cursus, débutant par une licence en droit. Cette formation fût, à mon sens, une réelle opportunité, nous permettant d'acquérir des connaissances aussi bien théoriques que pratiques, de par les interventions d'universitaires mais surtout de praticiens partageant tous une réelle passion pour le notariat. Par ailleurs, la promotion 2019-2020 a eu la chance d'organiser un colloque ainsi qu'une journée de rencontres professionnelles à Paris (échanges professionnels au Conseil Supérieur du Notariat, auprès d'un généalogiste ainsi que d'un commissaire-priseur), événements ayant permis de faire ressortir le côté pratique de la formation. »

Laura BATTAIL PELISSIER, promotion 2019-2020, notaire stagiaire

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Régimes matrimoniaux et droit international privé général
Droit des régimes matrimoniaux (32h CM / 13h30 TD)
Droit international privé - contlits de lois et introduction aux conflits de juridictions (32h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Actes juridiques de la pratique notariale
Droit de la construction (24h CM)
Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM)

UE 3 - Fiscalité des entreprises (I)
Droit fiscal - résultats de l'entreprise (32h CM)

Semestre 2

UE 1 - Successions et fiscalité des entreprises (II)
Droit des successions et droit des libéralités (32h CM / 13h30 TD)
Droit fiscal - patrimoine de l'entreprise (32h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Droit des affaires et droit international privé des personnes
Droit international privé approfondi - conflits de juridictions, effets des jugements, nationalité (24h CM)
Droit des entreprises en difficulté (24h CM)
Droit des suretés (32h CM)
Droit des sociétés (32h CM)

UE 3 - Approche historique
Histoire du droit de la famille (24h CM)

UE 4 - Ouverture et professionnalisation
Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

UE 1 - Droit notarial de la famille
Droit extrapatrimonial de la famille (18h CM)
Droit des régimes matrimoniaux (24h CM)
Droit des libéralités et des successions (40h CM)
Droit fiscal de la famille (12h CM)

UE 2 - Droit notarial de l'Immeuble
Droit de la vente immobilière (36h CM)
Droit de l'urbanisme, de la construction et des servitudes (24h CM)
Fiscalité immobilière (24h CM)
Pratiques des sûretés et de la publicité foncière (12h CM)

UE 3 - Droit international privé notarial et ouverture internationale
Droit international privé (18 h CM)
Pratique du droit international privé (10h CM)
Anglais (12h CM)

UE 4 - Droit notarial de l'activité économique
Droit notarial des affaires (24h CM)
Pratique notariale des affaires (24h CM)
Comptabilité (12h CM)
Droit rural (14h CM)
Pratique du droit rural (10h CM)

UE 5 - Droit et pratiques professionnelles et pratique notariale
Déontologie – statut professionnel – tarif (12h CM)
Gestion de patrimoine (12h CM)
Pratique notariale du droit des collectivités locales (12h CM)
Techniques contractuelles (24h CM)

UE 6 - Stage et mémoire
Mémoire et méthodologie (6h CM)

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

La quasi intégralité des étudiants du master Droit notarial souhaitent **poursuivre leur cursus en vue de devenir notaires**.

L'obtention d'un master Droit notarial permet de se doter d'une **bonne spécialisation de généraliste du patrimoine**, si bien que l'étudiant peut aussi prétendre ultérieurement **accéder à d'autres métiers recherchant des compétences juridiques dans la gestion du patrimoine ou de l'immobilier**.

Le master peut, enfin, être poursuivi en vue d'une **inscription en doctorat pour la rédaction d'une thèse dans le domaine du droit notarial**.

CONTACTS

Responsables pédagogiques :
M. Michel FARGE, Professeur de droit privé
Mme Gaëlle RUFFIEUX, Maître de conférences en droit privé

Scolarité du master :
droit-master-notarial@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 24

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site : **droit.univ-grenoble-alpes.fr**

MENTION DROIT DES AFFAIRES

- Master Droit de la banque et des opérations patrimoniales ..... p. 54
- Master Droit de l'entreprise, juristes-conseils d'affaires ..... p. 56
- Master Droit social ..... p. 58

MASTER DROIT DE L'ENTREPRISE, JURISTES-CONSEILS D'AFFAIRES

MENTION DROIT DES AFFAIRES

Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

Diplôme niveau Bac + 5

Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

Capacité d'accueil limitée

Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit de l'entreprise juristes-conseils d'affaires (DEJCA) propose une **formation d'excellence en droit des affaires** délivrée par une **équipe expérimentée d'universitaires et de professionnels**.

L'objectif poursuivi est de **former des juristes de haut niveau directement opérationnels** dans chaque aspect de la vie juridique de l'entreprise : droit des contrats, droit des sociétés, droit économique, droit fiscal, droit social, droit financier, droit économique, etc.

La formation laisse une **large place à la dimension pratique**. Les étudiants doivent ainsi **résoudre des cas concrets en groupe** comme ils seront amenés à le faire plus tard en entreprise.

Une attention particulière est portée à :

› **L'apprentissage des méthodes de l'ingénierie juridique, fiscale, sociale et financière** par la rédaction de consultations, de notes, de conclusions ;

› **L'appréhension de l'ensemble des paramètres du droit de l'entreprise** par l'étude de nombreux cas transversaux.

Afin de parfaire leur formation, les étudiants effectuent, en fin de master, à compter du mois d'avril, un **stage d'au moins 2 mois** dans un cabinet d'avocat, un service juridique d'entreprise, un cabinet d'expertise comptable, un office notarial, ou encore au sein d'une banque. Le choix du stage est effectué en fonction de l'orientation professionnelle prévue.

COMPÉTENCES VISÉES

› Maîtrise des **disciplines régissant l'entreprise** (structures sociétaires, environnement fiscal, social, techniques contractuelles)

› Capacité à **rédiger des notes, des rapports juridiques et des clauses contractuelles**

› Développement des **qualités relationnelles**, notamment grâce au stage et à l'organisation de manifestations scientifiques pour le master 2

› Consolidation des prérequis nécessaires pour la **préparation des concours et examens** post master 2

CHIFFRES CLÉS

25	étudiants par promotion
600	heures de cours sur 2 ans
95 à 100%	de taux de réussite
15	intervenants professionnels
2 à 6	mois de stage

ATOUTS DE LA FORMATION

Équipe expérimentée et engagée

Le master Droit de l'entreprise, juriste-conseils d'affaires s'appuie sur une équipe pédagogique composée d'**enseignants-chercheurs en droit privé** mais aussi de **praticiens spécialisés**, dont le domaine de compétence concerne un ou plusieurs aspects du droit des affaires.

L'équipe pédagogique comprend des universitaires spécialisés, notamment en droit commercial, en droit des contrats ou en droit du travail. Elle est complétée par de nombreux professionnels, avocats fiscalistes et conseils en entreprise.

Avec une **expérience de plus de 20 ans**, ce master a formé de nombreux juristes exerçant en France ou à l'étranger.

Pédagogie diversifiée et professionnalisante

Afin de permettre aux étudiantes et étudiants de disposer de toutes les clés d'analyse du droit des affaires, la formation repose sur l'**association systématique d'un enseignement pratique et d'un enseignement théorique**.

Une place privilégiée est donnée aux **matières en lien avec les enjeux contemporains** (droit fiscal, comptabilité, analyse financière, droit des sociétés, techniques des contrats d'affaires, droit du contrat de travail, *contract law*…), lesquelles sont complétées par l'**étude de dossiers instruits par des professionnels**.

Cette **pédagogie interactive** permet une **mise en situation professionnelle**, de même que le **stage** (facultatif en M1, obligatoire en M2).

Environnement scientifique et professionnel stimulant

Adossé au **Centre de Recherches Juridiques** (CRJ) de la Faculté de droit de Grenoble, le master Droit de l'entreprise, juriste-conseils d'affaires offre une **initiation progressive et à la recherche**, grâce à des **ateliers de construction de dossiers** et à la **rédaction d'un rapport de stage et d'un mémoire**.

Les étudiantes et étudiants bénéficient également des conseils et du **réseau des nombreux professionnels** qui interviennent en tant qu'enseignants ou en tant que conférenciers (avocats spécialisés, DRH, cabinets d'experts-comptables…).

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Fiscalité, comptabilité et patrimoine de l'entreprise
Droit fiscal - résultats de l'entreprise (32h CM / 13h30 TD)
Comptabilité (24h CM)
Droit du paiement et du crédit (24h CM / 13h30 TD)
Droit patrimonial de l'entrepreneur (18h CM)

UE 2 - Relations contractuelles et droit social
Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM)
Droit du travail - relations collectives (24h CM)

Semestre 2

UE 1 - Structures, fiscalité et risques de l'entreprise
Droit des sociétés (32h CM / 13h30 TD)
Droit des entreprises en difficulté (24h CM / 13h30 TD)
Droit des sûretés (32h CM)
Droit fiscal - patrimoine de l'entreprise (32h CM)

UE 2 - Relations commerciales et droit social
Droit du marché - concurrence, distribution et consommation (32h CM)
Droit du travail - relations individuelles (24hCM)
Droit du commerce international (24h CM)

UE 3 - Matières complémentaires
Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Activités de l'entreprise
Techniques des contrats d'affaires I (12h CM)
Techniques des contrats d'affaires II (24h CM)
Contract law - théorie et pratique du droit anglo-américain des contrats (12h CM)

UE 2 - Structures de l'entreprise
Droit des sociétés et des marchés financiers (24h CM)
Droit européen des sociétés (12h CM)

UE 3 - Fiscalité et comptabilité de l'entreprise
Fiscalité interne et internationale (36h CM)
Comptabilité et analyse financière (16h CM)

UE 4 - Droit social
Rédaction et contenu du contrat de travail (12h CM)
Protection sociale (12h CM)

Semestre 4

UE 1 - Contentieux de l'entreprise
Procédure commerciale (24h CM)
Contentieux pénal (12h CM)
Contentieux fiscal (12h CM)

UE 2 - Risques de l'entreprise
Diagnostic économique et financier de l'entreprise (12h CM)
Restructurations des entreprises en difficulté (12h CM)

UE 3 - Professionnalisation
Anglais juridique appliqué (12h CM)
Séminaire de méthodologie de la recherche
Stage et rapport de stage
Mémoire

UE 4 - Séminaires transversaux
Pratiques professionnelles (28h CM)

CONDITIONS D'ACCÈS

Le recrutement s'effectue sur **dossier et entretien de sélection devant un jury** composé d'enseignants-chercheurs et de professionnels. La décision du jury se fonde sur **la qualité du cursus universitaire** antérieur de la candidate ou du candidat (une attention particulière est portée sur la bonne maîtrise de la langue anglaise, certains cours étant dispensés en anglais) ; **les expériences professionnelles** et **associatives** ; **les stages** ; **la clarté et la pertinence du projet professionnel** ; et **la prestation orale** lors de l'entretien de sélection.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

› **Directeurs juridiques**

› **Juristes d'entreprises**

› **Avocats spécialisés en droit des affaires, en droit fiscal, en droit des sociétés ou en droit social**

› **Responsables de ressources humaines**

› **Cadres de banque...**

CONTACTS

Responsable pédagogique :
M. Gérard NGOUMTSA ANOU, Professeur de droit privé

Scolarité du master :
droit-master-DEJCA@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 28

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr

MASTER DROIT SOCIAL

MENTION DROIT DES AFFAIRES

Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

Diplôme niveau Bac + 5

Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

Capacité d'accueil limitée

Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit social a pour objectif de former des **juristes de haut niveau en droit social et en ingénierie sociale**, très sollicités par les entreprises quels que soient les secteurs d'activité, les cabinets d'avocat, les cabinets d'expertise comptable, les organisations syndicales et patronales, les organismes de sécurité sociale, Pôle emploi etc.

Ce parcours propose un approfondissement et une **maîtrise des matières du droit social, dans toutes ses dimensions** (relations individuelles et collectives de travail, droit de la protection sociale).

Les **enseignements à la fois théoriques et pratiques** sont assurés pour moitié par des enseignants-chercheurs et pour moitié par des professionnels (avocats spécialisés en droit social, magistrats, directeur des ressources humaines etc.).

COMPÉTENCES VISÉES

› **Compétences techniques :** maîtriser la technique de l'analyse juridique à partir d'un dossier et être capable de proposer des solutions juridiques adaptées ; être en capacité de rédiger des documents contractuels et des conclusions juridiques ; savoir conseiller les acteurs ; maîtriser le procès en matière sociale.

› **Compétences professionnelles :** savoir animer des réunions et négocier avec les acteurs habilités ; être capable d'assurer une veille juridique par l'utilisation des bases de données juridiques.

CHIFFRES CLÉS

15	étudiants par promotion
673	heures de cours sur deux ans
10	intervenants professionnels
2 à 6	mois de stage

ATOUTS DE LA FORMATION

Équipe expérimentée et engagée

La création nouvelle de ce master Droit social **répond à une forte demande**, à la fois **des étudiants** souhaitant se spécialiser dans le droit social **et des praticiens** à la recherche de profils expérimentés en droit social.

Le master Droit social s'appuie dès lors sur une équipe pédagogique composée d'**enseignants-chercheurs en droit privé** mais aussi de **praticiens spécialisés**, dont le domaine de compétence concerne un ou plusieurs aspects du droit social.

L'équipe pédagogique comprend des universitaires spécialisés en droit social et de nombreux professionnels : avocats de salariés et d'employeurs, directeur des ressources humaines, juriste d'entreprise, magistrats (conseillers prud'hommes, conseillers de Cour d'Appel) etc.

Pédagogie diversifiée et professionnalisante

Afin de permettre aux étudiantes et étudiants de disposer de toutes les **clés d'analyse du droit social,** lequel comprend le droit du travail et le droit de la protection sociale, la formation repose sur l'**association systématique d'un enseignement pratique et d'un enseignement théorique**.

Une place privilégiée est donnée aux **enjeux contemporains du droit social** (requalification du contrat de travail, place du numérique, essor de la négociation collective, clauses du contrat de travail etc.), lesquels sont complétés par l'**étude de dossiers instruits par les professionnels**.

Cette **pédagogie interactive** permet une **mise en situation professionnelle**, de même que le **stage** (facultatif en M1, obligatoire en M2).

Environnement scientifique et professionnel stimulant

Adossé au **Centre de recherches Juridiques** (CRJ) de la Faculté de droit de Grenoble, le master Droit social offre une **initiation progressive et à la recherche**, grâce à des **ateliers de construction de dossiers** et à la **rédaction d'un rapport de stage et d'un mémoire**. Les étudiantes et étudiants bénéficient également des conseils et du **réseau des nombreux professionnels** qui interviennent en tant qu'enseignants ou en tant que conférenciers (avocats spécialisés, DRH, Rotary club de Grenoble, juristes d'entreprise…).

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Relations contractuelles et droit social
Droit du travail - relations collectives (24h CM / 13h30 TD)
Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM)

UE 2 - Fiscalité, comptabilité et patrimoine de l'entreprise
Droit fiscal - résultats de l'entreprise (32h CM / 13h30 TD)
Droit du paiement et du crédit (24h CM)
Comptabilité (24h CM)
Droit patrimonial de l'entrepreneur (18h CM)

Semestre 2

UE 1 - Droit social et protection sociale
Droit du travail - relations individuelles (24h CM / 13h30 TD)
Droit de la sécurité sociale (18h CM)

UE 2 - Structures, fiscalité et risques de l'entreprise
Droit des suretés (32h CM)
Droit des entreprises en difficulté (24h CM / 13h30 TD)
Droit fiscal - patrimoine de l'entreprise (32h CM)
Droit des sociétés (32h CM)

UE 3 - Matières complémentaires
Droit du commerce international (24h CM)
Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Ingénierie du contrat de travail
Recrutement, choix des contrats de travail (12h CM)
Rédaction et contenu du contrat de travail (12h CM)
Rupture du contrat (12h CM)

UE 2 - Conditions de travail et santé au travail
Réglementation des conditions de travail (12h CM)
Protection sociale (24 h CM)

UE 3 - Environnement juridique de la relation de travail
Techniques des contrats d'affaires I (12h CM)
Techniques des contrats d'affaires II (24h CM)

Semestre 4

UE 1 - Pratique des relations collectives
Pratique des institutions représentatives du personnel (24h CM)
Négociation et application des accords collectifs (12h CM)

UE 2 - Contentieux social et risques pour l'entreprise
Pratique du contentieux du contrat de travail (12h CM)
Diagnostic économique et financier de l'entreprise (12h CM)
Restructurations des entreprises en difficulté (12h CM)

UE 3 - Professionnalisation
Anglais juridique appliqué (12h CM)
Séminaire de méthodologie à la recherche
Stage et rapport de stage
Mémoire

UE 4 - Séminaires transversaux
Pratiques professionnelles (28h séminaire)
Travail et numérique (8h séminaire)
Conférences de professionnels invités (6h séminaire)
Grand oral

CONDITIONS D'ACCÈS

L'accueil de stagiaires de la formation continue et d'étudiants en alternance peut être envisagé. Le recrutement s'effectue sur **dossier et entretien de sélection devant un jury** composé d'enseignants-chercheurs et de professionnels. La décision du jury se fonde sur **la qualité du cursus universitaire antérieur de la candidate ou du candidat** (une attention particulière est portée sur une bonne maîtrise de la langue anglaise); **les expériences professionnelles** et **associatives** ; **les stages** ; **la clarté et la pertinence du projet professionnel** ; et **la prestation orale** lors de l'entretien de sélection.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

› **Directeur/responsable des ressources humaines**
› **Juriste spécialisé en droit social au sein des services RH**
› **Avocat spécialisé en droit social**
› **Juriste au sein du pôle social dans les cabinets d'expertise comptable**
› **Juriste dans une organisation professionnelle syndicale ou patronale**
› **Agent de contrôle de l'inspection du travail (Inspecteur du travail)**
› **Cadre dans un organisme de sécurité sociale (après concours EN3S).**

CONTACTS

Responsables pédagogiques :

Mme Nathalie BARUCHEL, Maître de conférences en droit privé

Mme Marielle PICQ, Maître de conférences en droit privé

Scolarité du master :

droit-master-social@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 28

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site : **droit.univ-grenoble-alpes.fr**

MASTER DROIT DE LA BANQUE ET DES OPÉRATIONS PATRIMONIALES

MENTION DROIT DES AFFAIRES

Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier) | Diplôme niveau Bac + 5 | Site de Grenoble | Capacité d'accueil limitée | Formation initiale, continue ou en alternance

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le **master Droit de la banque et des opérations patrimoniales**, organisé en **partenariat avec l'École Supérieure de la Banque (ESBanque)**, est principalement destiné à des étudiants en alternance, notamment liés à un établissement bancaire par un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation. Peuvent également être accueillis des étudiants en formation initiale ou continue souhaitant acquérir ou approfondir des connaissances dans le champ disciplinaire du master.

En 1ère année, le master comprend des enseignements académiques organisés autour des **matières fondamentales** pour les activités de banque et de gestion patrimoniale : droit bancaire, droit patrimonial, droit fiscal et droit des assurances. D'autres matières permettent aux étudiants de développer leur connaissance des règles régissant l'activité économique et financière. En **2ème année**, les principales matières abordées font l'objet d'un approfondissement avec une **approche concrète permettant aux étudiants d'être rapidement opérationnels** une fois insérés professionnellement. A cette fin, les enseignements sont complétés par d'autres tels que la gestion juridique des risques clients, le règlement des contentieux civils et commerciaux, l'analyse financière et le diagnostic d'entreprise.

Les étudiants suivent en 1ère année un stage facultatif en lien avec les enseignements dispensés. **L'alternance a lieu au cours de la 2ème année.** Un **module de formation** est également assuré par l'**ESBanque** permettant aux étudiants alternants en banque d'acquérir des compétences plus commerciales, requises afin d'exercer la profession de conseiller patrimonial. Les étudiants non alternants effectuent, quant à eux, un stage qui est alors obligatoire.

L'existence de cette formation est justifiée par les besoins exprimés par les entreprises du secteur bancaire qui présentent une importante offre d'emplois. Elle offre donc de **sérieux débouchés professionnels.** Le métier visé au premier chef est celui de conseiller patrimonial en agence bancaire ou dans d'autres établissements. Mais les compétences procurées par la formation permettent d'exercer d'autres fonctions à dominante juridique dans une banque ou dans d'autres entreprises privées ou publiques. Les étudiants peuvent également s'orienter vers la profession d'avocat. Pour quelques-uns, la formation peut éventuellement déboucher sur les métiers de la recherche et de l'enseignement.

COMPÉTENCES VISÉES

› Bon niveau de **culture juridique générale**

› **Connaissances juridiques approfondies** dans les matières entrant dans le champ disciplinaire du master

› Maîtrise de la **recherche documentaire** et de l'exercice de **veille juridique**

› Capacité à conduire et développer une **analyse juridique**

› Capacité de **synthèse**

› Maîtrise des **méthodes d'exposé écrit et oral**

› Niveau satisfaisant en **anglais**

CHIFFRES CLÉS

20	étudiants maximum par promotion (rentrée 2022)
600	heures de formation académique sur 2 ans
70	heures de formation assurées par des professionnels
95 à 100 %	de taux de réussite

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

› **Conseiller patrimonial en banque ou au sein d'autres établissements comme un office notarial ou un cabinet indépendant en gestion de patrimoine**

› **Juriste spécialisé au sein d'une banque ou d'autres entreprises privées ou publiques**

› **Avocat spécialisé en droit bancaire**

› **Métiers de l'enseignement et de la recherche**

ATOUTS DE LA FORMATION

Équipe pédagogique

L'équipe pédagogique est composée d'**enseignants-chercheurs** principalement issus de la Faculté de droit de Grenoble, ainsi que de **praticiens provenant d'horizons divers**.

Partenariat avec l'ESBanque

L'ESBanque dispense aux étudiants sous le régime de l'alternance une **formation pratique très professionnalisante**, centrée sur le métier de **conseiller patrimonial en agence bancaire.**

Alternance

L'alternance, en particulier en milieu bancaire, offre une **forte probabilité d'insertion professionnelle** aux étudiants qui perçoivent une **rémunération non-négligeable** pendant la formation et n'ont pas à régler de droits d'inscription.

Environnement scientifique

L'adossement du master Droit de la banque et des opérations patrimoniales au **Centre de Recherche Juridiques** (CRJ - EA 1965) offre aux étudiants l'opportunité d'accéder aux **manifestations scientifiques** susceptibles de les intéresser.

PROGRAMME DE LA FORMATION

À noter : le programme présenté ci-dessous est celui de l'année universitaire 2022-2023. Il est en attente de vote à la CFVU. Le programme de l'année universitaire en cours (2021-2022) est disponible en téléchargement sur notre site internet.

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Matières juridiques fondamentales
Droit fiscal - résultats de l'entreprise (32h CM / 13h30 TD)
Droit patrimonial de l'entrepreneur (18h CM)

UE 2 - Matières juridiques complémentaires
Droit du paiement et du crédit (24h CM / 13h30 TD)
Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM)

UE 3 - Matières juridiques de spécialisation
Droit des assurances (24h CM)
Comptabilité (24h CM)

Semestre 2

UE 1 - Matières juridiques fondamentales
Droit fiscal - patrimoine de l'entreprise (32h CM / 13h30 TD)
Droit des sûretés (32h CM)

UE 2 - Matières juridiques complémentaires
Droit des sociétés (32h CM / 13h30 TD)
Droit des entreprises en difficulté (24h CM)

UE 3 - Matières juridiques de spécialisation
Droit du marché - concurrence, distribution et consommation (32h CM)
Droit du commerce international (24h CM)
Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Droit des opérations bancaires
Droit civil des opérations bancaires (30h CM)
Droit des marchés financiers (12h CM)
Régulation bancaire (12h CM)
Activité bancaire, éthique et droit pénal (12h CM)

UE 2 - Stratégies juridiques et fiscales de gestion du patrimoine
Patrimoine et droit de la famille (18h CM)
Patrimoine et droit de l'entreprise (18h CM)
Gestion du patrimoine dans un environnement international (12h CM)

UE 3 - Gestion juridique des risques clients
Prévention des risques (24h CM)
Procédures de règlement des litiges (24h CM)
Gestion des situations d'insolvabilité (24h CM)

UE 4 - Outils de base de l'analyse financière et du diagnostic d'entreprise
Analyse financière (30h CM)
Approche bancaire du diagnostic d'entreprise (24h CM)

Semestre 4

Étudiants alternants :

UE 1 - Matières complémentaires
Anglais de spécialité (24h CM)

UE 2 - Module professionnalisation - conseiller patrimonial agence
Enseignements dispensés par l'ESBanque (224h)
Rapport d'activité professionnelle et travail de recherche

Étudiants non alternants (choix 1) :

UE 1 - Matières complémentaires
Anglais de spécialité (24h CM)
Exposé discussion
Méthodologie du mémoire
Mémoire

UE 2 - Module de professionnalisation
Stage (2 mois minimum) et Rapport de stage

Étudiants non alternants (choix 2) :

UE 1 - Matières complémentaires
Anglais de spécialité (24h CM)
Exposé discussion
Méthodologie du mémoire
Stage (4 semaines) et Rapport de stage

UE 2 - Module de recherche
Mémoire

CONTACTS

Responsable pédagogique - Faculté de droit :
M. Stéphane ZINTY, Maître de conférences en droit privé

Responsables pédagogiques - ESBanque :
Mme Marie-Luce ROBIN, responsable pédagogique ; M. Serge MOLLARET, chargé des relations bancaires ; et M. Rémi DEFOUR, délégué régional

Scolarité du master :
droit-master-DBOP@univ-grenoble-alpes.fr / 04 76 74 32 37

PARTENARIATS

Master proposé en partenariat avec :
L'École supérieure de la banque
L'Expertise CFPB

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr

MENTION DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

- Master Propriété intellectuelle et droit des nouvelles technologies ..... p. 62

MASTER PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DROIT DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

MENTION DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier) | Diplôme niveau Bac + 5 | Site de Grenoble (ouverture possible à l'international) | Capacité d'accueil limitée | Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Propriété intellectuelle et droit des nouvelles technologies s'adresse aux étudiants ayant démontré leur intérêt pour ces matières (tant par leur parcours personnel que par leurs connaissances et recherches propres). À l'issue de la L3, il s'agit de disposer des connaissances solides en droit civil et en droit des affaires, connaissances qui vont être approfondies en master 1, avec l'enseignement des **fondamentaux du droit de la propriété intellectuelle et du numérique, du droit du marché et des techniques contractuelles**. Les étudiants vont ensuite se perfectionner en master 2, grâce à des **cours théoriques et des séminaires professionnels**, parfois assurés en anglais, tout en testant les connaissances acquises lors d'un **stage en entreprise** et en rédigeant un **mémoire de recherche**.

Ce master forme des **juristes de haut niveau dans cette spécialité très demandée** en raison de l'expansion de l'Internet et des réseaux, de l'essor des industries culturelles (audiovisuel, édition...), du recours intensif aux signes distinctifs (marques, noms de domaine et appellations protégées), de l'accent mis sur l'innovation (logiciels, méthodes commerciales, médicaments et biotechnologies en général). D'un point de vue plus académique, l'objectif de cette formation est aussi de **former à la recherche** des étudiants intéressés par un doctorat.

COMPÉTENCES VISÉES

› Maîtrise des principes et de la portée des **droits de propriété intellectuelle** et du **droit des technologies nouvelles**

› Connaissance approfondie de **l'environnement des droits de propriété intellectuelle** (droit de la concurrence, de la distribution et de la consommation) et des **sources internationales et européennes**

› Aptitude à **rédiger des contrats d'exploitation, de coexistence**

› Perfectionnement de **l'anglais pour la propriété intellectuelle**

CHIFFRES CLÉS

20	étudiants maximum par promotion
95 à 100%	de taux de réussite
2 à 6	mois de stage
78%	des diplômés en emploi (enquête insertion 2017, à 30 mois)

ATOUTS DE LA FORMATION

Équipe pédagogique

L'un des principaux atouts réside dans la **qualité de l'équipe pédagogique**, associant depuis toujours des universitaires et des professionnels reconnus :

› **Universitaires** : J.-M. BRUGUIÈRE (Pr), A. DELMOTTE (Mcf), S. DESTOURS (Mcf et avocat), V. FAUCHERAND (Mcf), A. FAVREAU (Mcf), A.-E. KAHN (Mcf), E. TERRIER (Mcf), P. TREFIGNY (Pr), M. TROMMETTER (DR CNRS), E. VERGÈS (Pr), F. VIANGALLI (Mcf) et Ph. YOLKA (Pr)…

› **Professionnels** : Me G. ARBAND, Me F. BERTHAULT, A. BANCK (CNIL), Me Ph. BONNET, Y. BRUSSETTI (INPI Grenoble), Me J. CURTO, Th. DELBOUSCAS (Oracle), Me A. GOLVET, Me A. FOURLON, Me T. LANGE, J.-C. MASSON (Hermès), Me J.-P. STOULS, Me Fr. TORT, Me E. VARLOUD, G. ROUSSEAU (CPI) et F. DURIEUX (CPI)...

Environnement scientifique

La formation s'appuie sur un **groupe de recherche en propriété intellectuelle, le CUERPI**, l'un des premiers en ce domaine, connu de tous les spécialistes et professionnels de la propriété intellectuelle. Il organise chaque année des **colloques sur les avancées du droit de la propriété intellectuelle et des technologies nouvelles**, moments de rencontres et d'échanges pour les étudiants. Ces colloques permettent d'associer à la présentation du droit positif le droit prospectif et de réfléchir aux réformes souhaitables, aux équilibres à réinventer, etc. Les intervenants appartiennent au **monde scientifique et professionnel français, européen et international**.

Insertion professionnelle

Associant des enseignants et des praticiens renommés, les étudiants maîtrisent les règles fondamentales et peuvent les **mettre en pratique lors de séminaires professionnels**. La qualité de la formation a été relevée au terme de plusieurs évaluations, l'**HCERES** lui ayant attribué, à plusieurs reprises, la note la plus élevée, **A+** (2010 et 2015), retenant, parmi les principaux points forts : **une formation bien ancrée dans un domaine porteur, appuyée sur une recherche exemplaire ; une insertion professionnelle des diplômés excellente ; de nombreux partenariats avec le monde socio-économique** (2019-2020, Rapport HCERES, p.101).

Afin de participer à une meilleure spécialisation des étudiants, le volume horaire dédié au droit du marché a été augmenté et un cours de droit du numérique a été ajouté dès le M1.

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - La protection de l'activité
Aspects fondamentaux de la propriété industrielle (32h CM / 13h30 TD)
Aspects fondamentaux de la propriété littéraire et artistique (32h CM / 13h30 TD)

UE 2 - La valorisation de l'activité
Droit international privé (32h CM)
Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM)

Semestre 2

UE 1 - Les outils de l'activité
Droit des sociétés (32h CM / 13h30 TD)
Droit du travail - relations individuelles (24h CM)
Droit des suretés (32h CM)
Droit des entreprises en difficulté (24h CM)

UE 2 - Les territoires de l'activité
Droit des activités numériques (24h CM)
Droit du commerce international (24h CM)
Droit du marché - concurrence, distribution et consommation (32h CM)

UE 3 - La légalité de l'activité
Droit pénal spécial des biens et des affaires (32h CM)

UE 4 - Matières d'ouverture
Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Aspects fondamentaux et économie de la propriété intellectuelle
Aspects fondamentaux de la propriété intellectuelle (12h CM)
Économie de la propriété intellectuelle (12h CM)

UE 2 - Propriété industrielle
Droit des brevets et des obtentions végétales (24h CM)
Droit des marques (24h CM)
Droit des dessins et modèles (12h CM)

UE 3 - Propriété littéraire artistique
Droit d'auteur (24h CM)
Droits voisins (12h CM)

UE 4 - Droit de l'immatériel
Droit pénal de l'immatériel (12h CM)
Droit public de l'immatériel (12h CM)

Semestre 4

UE 1 - Droit de l'informatique et de l'internet
Droit de l'économie numérique (24h CM)
Droit des contrats informatiques (12h CM)

UE 2 - Propriété intellectuelle et technique contractuelle
Propriété intellectuelle et technique contractuelle (24h CM)

UE 3 - Environnement international et droits périphériques de la PI
Droit international de la PI (12h CM)
Droit du marché - concurrence et distribution (12h CM)

UE 4 - Professionnalisation et recherche
Anglais pour la PI (24h CM)
Stage
Mémoire
Note de synthèse
Grand oral

CONDITIONS D'ACCÈS

Le master est accessible aux étudiants titulaires d'une **licence 3**. Les critères de sélection reposent notamment sur la **qualité des résultats obtenus sur le cursus L1 à L3** (le droit civil, le droit des affaires notamment) et la **maîtrise de l'anglais**. Une attention particulière est accordée à la **pratique de la propriété intellectuelle** (stage, mémoire). Les meilleurs dossiers sont sélectionnés directement par les responsables de la mention, d'autres le sont à l'issue d'une audition.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

Ce master donne une formation de haut niveau préparant aux professions suivantes :

› **Avocat spécialisé en propriété intellectuelle**
› **Juriste d'entreprise** (service P.I. de grandes entreprises)
› **Conseil en Propriété Industrielle**
› **Fonctionnaire d'organismes liés à la propriété intellectuelle**, nationaux (INPI, INAO, INA…) ou internationaux (OMPI, OEB, EUIPO...)

La répartition professionnelle des étudiants se présente généralement de la manière suivante : **un tiers avocat PI, un tiers CPI, un tiers juriste d'entreprise PI**.

Les étudiants sortant du master peuvent poursuivre leurs études en s'inscrivant en **doctorat**.

CONTACTS

Responsables pédagogiques :

Mme Pascale TREFIGNY, Professeur de droit privé

M. Jean-Michel BRUGUIÈRE, Professeur de droit privé

Scolarité du master :

droit-master-PI@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 28

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site : **droit.univ-grenoble-alpes.fr**

Adresse postale :

Faculté de droit de Grenoble
CS 40 700
38058 Grenoble cedex 9

Adresse physique :

Domaine Universitaire
1133 rue des résidences
38400 Saint-Martin-d'Hères

Téléphone :

04 76 74 32 00

Courriel :

droit-accueil@univ-grenoble-alpes.fr

droit.univ-grenoble-alpes.fr

Suivez nous sur

FACULTÉ DE DROIT
Université Grenoble Alpes

UGA
Université Grenoble Alpes

La Faculté de droit de Grenoble est une composante de l'Université Grenoble Alpes

Réalisation : Faculté de droit de Grenoble / Crédits photos : Adobe stock, Shutterstock / Impression : Coquand Imprimeur / MAJ : janvier 2022.

Ce document est non contractuel. Les programmes de certaines formations présentés dans cette plaquette sont en attente de vote à la CFVU. Des modifications peuvent y être apportées.

Ne pas jeter sur la voie publique.